

Table des matières

1 PREAMBULE.....	<u>3</u>
1.1 Le Porter à Connaissance (PAC).....	<u>3</u>
1.2 Les règles générales d'utilisation du sol.....	<u>3</u>
1.3 Les dispositions générales communes aux documents d'urbanisme.....	<u>4</u>
1.3.1 Les grands principes.....	<u>4</u>
1.3.2 Hiérarchie des documents.....	<u>6</u>
1.4 Le PLU.....	<u>8</u>
1.4.1 Objectifs et contenu du PLU élaboré à l'échelle communale.....	<u>9</u>
1.4.2 Les procédures d'élaboration et d'évolution du PLU.....	<u>17</u>
2 DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AU TERRITOIRE DE LA COMMUNE.....	<u>18</u>
2.1 Schéma de cohérence territoriale (SCOT).....	<u>18</u>
2.2 Loi Montagne.....	<u>18</u>
2.3 Plan climat air énergie territorial (PCAET).....	<u>19</u>
2.4 Documents de référence.....	<u>20</u>
2.4.1 Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE), schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE).....	<u>20</u>
2.4.2 Schéma régional de cohérence écologique (SRCE).....	<u>20</u>
2.4.3 Plans de gestion des risques d'inondation (PGRI).....	<u>21</u>
3 DISPOSITIONS SECTORIELLES APPLICABLES AU TERRITOIRE DE LA COMMUNE.....	<u>22</u>
3.1 Prévention des risques naturels et technologiques.....	<u>22</u>
3.1.1 Risques Naturels.....	<u>22</u>
3.1.1.1 Spécificités de la prise en compte des risques naturels dans un PLU.....	<u>22</u>
3.1.1.2 Éléments de connaissance des risques naturels par l'État à prendre en compte par le PLU.....	<u>23</u>
3.1.1.2-1. Documents valant servitude d'utilité publique.....	<u>23</u>
3.1.1.2-2. Documents ne valant pas servitude d'utilité publique.....	<u>23</u>
3.1.1.3 - Éléments de connaissance des risques naturels relevant d'obligations de la commune.....	<u>24</u>
3.1.1.4 – Recommandations complémentaires de prise en compte des risques naturels.....	<u>25</u>
3.1.1.5 – Études et réflexions complémentaires à mener par la commune.....	<u>26</u>
3.1.1.6 – Information sur la politique publique de prévention des risques naturels.....	<u>27</u>
3.1.2 - Risques technologiques.....	<u>28</u>
3.1.2.1 – Prise en compte dans le PLU.....	<u>28</u>
3.1.2.2 – Éléments de connaissance des risques technologiques par l'État à prendre en compte dans le PLU.....	<u>29</u>
3.1.2.2 - 1 Risque industriel.....	<u>29</u>
3.1.2.2 - 2 Transports de matières dangereuses.....	<u>30</u>
3.1.2.2 - 3 Ruptures de barrages.....	<u>30</u>
3.1.2.2 - 4 Sites et sols pollués.....	<u>30</u>
3.2 Protection de l'environnement et du patrimoine naturel.....	<u>31</u>
3.2.1 Protection des sites et du milieu naturel.....	<u>31</u>
3.2.1.1 Directives « Habitats » et « Oiseaux » (Natura 2000)	<u>31</u>
3.2.1.2 Schéma de services collectifs des espaces naturels et ruraux.....	<u>31</u>
3.2.1.3 Espaces boisés classés (EBC).....	<u>31</u>
3.2.1.4 Zones naturelles d'intérêt écologique floristique et faunistique (ZNIEFF).....	<u>32</u>
3.2.1.5 Orientations régionales de gestion de la faune sauvage et d'amélioration de la qualité de ses habitats (ORGFH Rhône-Alpes).....	<u>33</u>
3.2.1.6 Zones humides.....	<u>33</u>

3.2.2 Gestion des ressources en eau et prévention des pollutions et des nuisances.....	34
3.2.2.1 Gestion intégrée des eaux superficielles et souterraines, et des écosystèmes aquatiques.....	34
3.2.2.2 Eau potable et protection des captages.....	36
3.2.2.3 Gestion des ressources hydrauliques de défense incendie.....	36
3.2.2.4 Assainissement.....	37
3.2.2.5 Gestion des eaux pluviales.....	38
3.2.2.6 Gestion des déchets.....	38
3.2.2.7 Nuisances sonores.....	40
3.2.2.8 Prévention de la prolifération de l'ambrosie.....	42
3.2.3 Paysage et patrimoine.....	42
3.2.3.1 Paysage et entrées de ville.....	42
3.2.3.2 Patrimoines bâtis, espaces protégés et paysages.....	43
3.2.3.3 Patrimoine archéologique.....	45
Études pouvant être consultées.....	46
3.3 Espaces agricoles et forestiers.....	46
3.3.1 Gestion économe des espaces naturels, agricoles et forestiers.....	46
3.3.2 Espaces agricoles.....	49
3.3.2.1 Informations de cadrage	49
3.3.2.2 Guide « Agir ensemble pour le foncier agricole ».....	49
3.3.2.3 Réglementation des semis, plantations et replantations d'essences forestières (ou réglementation des boisements).....	50
3.3.2.4 Remembrement (ou aménagement foncier agricole et forestier).....	50
3.3.2.5 Irrigation collective.....	50
3.3.2.6 Économie agricole.....	50
3.3.3 Espaces forestiers.....	51
3.3.3.1 Plan pluriannuel régional de développement forestier (PPRDF).....	52
3.3.3.2 Chartes forestières.....	52
3.3.3.3 Schéma départemental de desserte forestière.....	52
3.3.3.4 Défrichement.....	52
3.4 Habitat et politique de la ville.....	53
3.4.1 Données de cadrage.....	53
3.4.2 Politiques de l'habitat.....	54
3.4.3 Mixité sociale et droit au logement.....	54
3.4.4 Accueil des gens du voyage	55
3.4.5 Politique de la ville.....	56
3.5 Déplacements et Infrastructures de transports.....	56
3.5.1 Déplacements.....	56
3.5.2 Stationnement.....	59
3.5.3 Contraintes liées aux fonctions assurées par certaines voies.....	59
3.5.3.1 Routes classées à grande circulation.....	59
3.5.3.2 Autoroutes, routes express et déviations.....	60
3.5.3.3 Transports exceptionnels.....	60
3.5.3.4 Accès riverains sur les voies publiques.....	60
3.5.3.5 Itinéraires cyclables.....	61
3.5.3.6 Desserte des bâtiments par les services de secours incendie.....	61
3.5.4 Sécurité routière.....	61
3.5.4.1 Evolution du trafic.....	61
3.5.4.2 Accidentologie.....	61
4 SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE (SUP).....	62
5 PROJETS D'INTERET GENERAL.....	63
6 PROJETS DE L'ETAT.....	64
7 GUIDES DE DOCTRINE OU DE METHODOLOGIE.....	65
8 DOCUMENTS ANNEXES.....	66

1 PREAMBULE

Remarque préalable sur les références législatives et réglementaires

L'ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre Ier du code de l'urbanisme a procédé à la recodification de la partie législative du livre Ier du code de l'urbanisme. Un décret, en cours d'examen devant le Conseil d'Etat, procédera à la recodification de la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme. **Ces deux textes entreront en vigueur au 1^{er} janvier 2016.**

Le présent PAC est élaboré avec les références législatives antérieures au 1^{er} janvier 2016.

1.1 Le Porter à Connaissance (PAC)

Le porter à connaissance est établi et communiqué par le préfet au maire, en application des articles L 121-2 et R 121-1 du code de l'urbanisme. Il a pour objet de porter à la connaissance de la commune les informations nécessaires à l'exercice de ses compétences en matière d'urbanisme.

Le préfet rappelle le cadre législatif et réglementaire à respecter et indique les projets des collectivités territoriales et de l'État en cours d'élaboration ou existants. Il fournit les dispositions particulières applicables au territoire concerné, notamment les directives territoriales d'aménagement, les dispositions relatives aux zones de montagne, les servitudes d'utilité publique ainsi que les projets d'intérêt général et les opérations d'intérêt national au sens des articles L 121-9 et L 121-9-1 du code de l'urbanisme. Il fournit à titre d'information l'ensemble des études techniques (références et coordonnées des services détenteurs) nécessaire à l'exercice de leur compétence en matière d'urbanisme dont l'État dispose, notamment celles en matière de prévention des risques et de protection de l'environnement.

Le porter à connaissance est tenu à la disposition du public. En outre, tout ou partie de ces pièces peut être annexé au dossier d'enquête publique.

1.2 Les règles générales d'utilisation du sol

Article L 110 du code de l'urbanisme

modifié par la loi n°2009-967 du 3 août 2009 - article 8

« Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences. Afin d'aménager le cadre de vie, d'assurer sans discrimination aux populations résidentes et futures des conditions d'habitat, d'emploi, de services et de transports répondant à la diversité de ses besoins et de ses ressources, de gérer le sol de façon économe, de réduire les émissions de gaz à effet de serre, de réduire les consommations d'énergie, d'économiser les ressources fossiles d'assurer la protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la biodiversité notamment par la conservation, la restauration et la création de continuités écologiques, ainsi que la sécurité et la salubrité publiques et de promouvoir l'équilibre entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales et de rationaliser la demande de déplacements, les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace. Leur action en matière d'urbanisme contribue à la lutte contre le changement climatique et à l'adaptation à ce changement. »

1.3 Les dispositions générales communes aux documents d'urbanisme

1.3.1 Les grands principes

Article L 121-1 du code de l'urbanisme

modifié par la loi portant engagement national pour l'environnement du 12 juillet 2010, la loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit du 17 mai 2011 et par la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) n°2014-366 du 24 mars 2014

« Les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable :

1° L'équilibre entre :

a) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;

b) L'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;

c) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;

d) Les besoins en matière de mobilité.

1° bis La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

2° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

3° La réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, et la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature. »

Évaluation environnementale :

Les articles L 121-10 à L 121-15, R 121-14 à R 121-17 et R 123-2-1 du code de l'urbanisme définissent les conditions dans lesquelles les PLU font l'objet d'une évaluation environnementale.

L'article R 121-14 dans sa version applicable au 1^{er} février 2013 précise :

« I - Font l'objet d'une évaluation environnementale ... les documents d'urbanisme suivants, à l'occasion de leur élaboration :

[...] 5° Les schémas de cohérence territoriale, les schémas de secteur et les plans locaux d'urbanisme intercommunaux comprenant les dispositions d'un schéma de cohérence territoriale dans les conditions prévues à l'article L 123-1-7 ;

6° Les plans locaux d'urbanisme intercommunaux qui tiennent lieu de plans de déplacements urbains mentionnés à l'article L 1214-1 du code des transports ;

II - Font également l'objet d'une évaluation environnementale

1° Les plans locaux d'urbanisme dont le territoire comprend en tout ou partie un site Natura 2000 ;

2° Les plans locaux d'urbanisme couvrant le territoire d'au moins une commune littorale au sens de l'article

L 321-2 du code de l'environnement ;

3° Les plans locaux d'urbanisme situés en zone de montagne qui prévoient la réalisation d'une unité touristique nouvelle soumise à autorisation en application de l'article L 145-11.

III.-Font l'objet d'une évaluation environnementale, après un examen au cas par cas défini à l'article R 121-14-1, à l'occasion de leur élaboration :

1° Les plans locaux d'urbanisme ne relevant ni du I ni du II du présent article, s'il est établi qu'ils sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du 27 juin 2001 du Parlement européen et du Conseil relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, [...] »

L'article R121-16 précise, en fonction des procédures d'évolution des PLU, les cas concernés par une évaluation environnementale.

Numérisation des documents d'urbanisme :

• Au niveau national

L'ordonnance n°2013-1184 du **19 décembre 2013**, relative à l'amélioration des conditions d'accès aux documents d'urbanisme et aux servitudes d'utilité publique modifie le code de l'urbanisme et a introduit un nouveau dispositif au code de l'urbanisme concernant les conditions de dématérialisation des documents d'urbanisme.

Création d'un portail national de l'urbanisme

L'ordonnance instaure un **portail national de l'urbanisme** pour l'ensemble du territoire national (art. L.129-1). Ce portail est destiné à constituer le point d'entrée unique aux documents d'urbanisme et aux servitudes d'utilité publique, transmis à l'État par les communes ou groupements de communes compétents et par les gestionnaires de servitudes d'utilité publique.

L'alimentation de ce portail interviendra progressivement à compter du 1er janvier 2016.

L'article L. 129-2 du code de l'urbanisme prévoit les modalités de mises à disposition sous format électronique des documents d'urbanisme et des servitudes :

- **à compter du 1er juillet 2015**, tout gestionnaire d'une servitude d'utilité publique visée à l'article L. 126-1 transmet à l'État, sous format électronique en vue de son insertion dans le portail national de l'urbanisme, la servitude dont il assure la gestion

- **à compter du 1er janvier 2016**, les communes ou leurs groupements compétents **transmettent à l'État sous format électronique**, au fur et à mesure des modifications de leurs dispositions, la version en vigueur des schémas de cohérence territoriale, des plans locaux d'urbanisme, des documents en tenant lieu et des cartes communales applicables sur leur territoire incluant les délibérations les ayant approuvés.

La mise en œuvre de ces obligations nécessite une conception numérisée des documents d'urbanisme qui réponde à un standard défini par le conseil national de l'information géographique (CNIG) en cohérence avec les orientations et obligations européennes pour la création et l'échange de données spécialisées.

Un arrêté du ministre chargé de l'urbanisme viendra préciser les modalités de transmission des documents d'urbanisme et des servitudes d'utilité publique.

Mise à disposition du public – mesures transitoires

L'article 2 de l'ordonnance précédemment mentionnée prévoit **qu'à compter du 1er janvier 2016 et jusqu'en 2020**, les communes ou leurs groupements compétents mettent à disposition, par voie électronique, dès leur entrée en vigueur, les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme, les documents en tenant lieu et les cartes communales applicables sur leur territoire.

Cette mise à disposition est réalisée sur le portail national de l'urbanisme ou, à défaut, sur le site internet de la commune ou de l'établissement public compétent ou, si ceux-ci n'en disposent pas, sur le site internet des services déconcentrés de l'État dans le département en charge de l'urbanisme.

On peut également noter, **qu'à compter de 2020**, la publication sur le portail national de l'urbanisme remplacera la publication dans la presse et constituera l'une des conditions d'entrée en vigueur du document d'urbanisme (article L. 122-11-1 du code de l'urbanisme).

- **Au niveau du département de l'Isère** : Une démarche de numérisation des documents d'urbanisme initiée dès 2009

Le Département de l'Isère et l'État ont choisi de mettre, par convention, à disposition des communes ou des EPCI compétents leur document d'urbanisme numérisés.

Par cette convention la collectivité locale :

- bénéficie gratuitement de la 1ère dématérialisation de leur document d'urbanisme en vigueur à la date de signature de la convention ;
- s'engage en retour à garantir l'intégrité de la base lors de la mise à jour de leurs documents d'urbanisme et à fournir les fichiers mis à jour et conforme au standard au département et à l'État.

La démarche conduite en Isère anticipe donc les nouvelles dispositions relatives à l'amélioration des conditions d'accès aux documents d'urbanisme instaurer par l'ordonnance n°2013-1184 du 19 décembre 2013.

Pour plus d'information sur la démarche en Isère ou le standard national de numérisation des documents d'urbanisme, consulter le site de l'État en Isère.

<http://www.isere.gouv.fr/Politiques-publiques/Amenagement-du-territoire-construction-logement/Urbanisme/Numerisation-des-PLU>

1.3.2 Hiérarchie des documents

Article L 111-1-1 du code de l'urbanisme (modifié par la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) n°2014-366 du 24 mars 2014 et par la loi n°2015-992 relative à la transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015) :

- « **I. - Les schémas de cohérence territoriale et les schémas de secteur sont compatibles**, s'il y a lieu, avec :
- 1° Les dispositions particulières aux zones de montagne et au littoral prévues aux articles L. 145-1 à L. 146-9
 - 2° Les dispositions particulières aux zones de bruit des aéroports prévues aux articles L. 147-1 à L. 147-8 [...]
 - 6° Les chartes des parcs naturels régionaux et des parcs nationaux
 - 7° Les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux
 - 8° Les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux
 - 9° Les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par les plans de gestion des risques d'inondation pris en application de l'article L. 566-7 du code de l'environnement, ainsi qu'avec les orientations fondamentales et les dispositions de ces plans définies en application des 1° et 3° du même article L. 566-7, lorsque ces plans sont approuvés
 - 10° Les directives de protection et de mise en valeur des paysages.
- II. - Les schémas de cohérence territoriale et les schémas de secteur prennent en compte**, s'il y a lieu :

1° Les schémas régionaux de cohérence écologique

2° Abrogé

3° Les schémas régionaux de développement de l'aquaculture marine

4° Les programmes d'équipement de l'État, des collectivités territoriales et des établissements et services publics

5° Les schémas régionaux des carrières ¹.

III. - Lorsqu'un des documents mentionnés aux I et II du présent article est approuvé après l'approbation d'un schéma de cohérence territoriale ou d'un schéma de secteur, ce dernier doit, si nécessaire, être rendu compatible avec ce document ou prendre en compte ce dernier dans un délai de trois ans.

IV. - Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu ainsi que les cartes communales doivent être compatibles avec les schémas de cohérence territoriale et les schémas de secteur.

Lorsqu'un schéma de cohérence territoriale ou un schéma de secteur est approuvé après l'approbation d'un plan local d'urbanisme, d'un document en tenant lieu ou d'une carte communale, ces derniers doivent, si nécessaire, être rendus compatibles avec le schéma de cohérence territoriale ou le schéma de secteur dans un délai d'un an. Ce délai est porté à trois ans si la mise en compatibilité implique une révision du plan local d'urbanisme ou du document en tenant lieu ².

En l'absence de schéma de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu ainsi que les cartes communales doivent être compatibles, s'il y a lieu, avec les documents et objectifs mentionnés au I du présent article et prendre en compte les documents mentionnés au II du présent article.

Lorsqu'un de ces documents ou objectifs est approuvé après l'approbation d'un plan local d'urbanisme, d'un document en tenant lieu ou d'une carte communale, ces derniers doivent, si nécessaire, être rendus compatibles ou le prendre en compte dans un délai de trois ans.

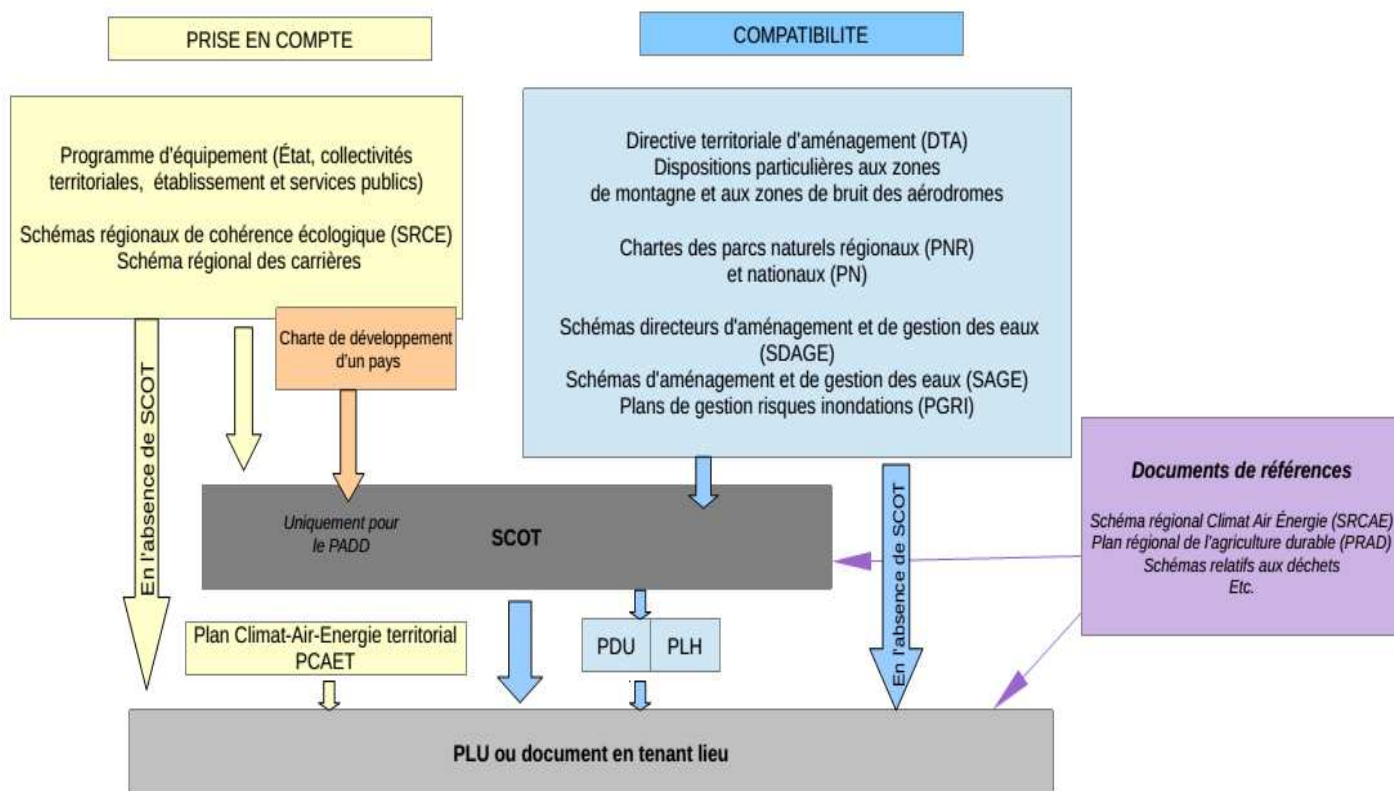
Les dispositions des directives territoriales d'aménagement qui précisent les modalités d'application des articles L. 145-1 et suivants dans les zones de montagne et des articles L. 146-1 et suivants dans les zones littorales **s'appliquent aux personnes et opérations qui y sont mentionnées.** [...] »

1 L'intégration des schémas régionaux des carrières dans la hiérarchie des normes est immédiate mais ne produira ses effets que lorsque ces nouveaux schémas auront été approuvés soit le 1^{er} janvier 2020.

2 Par dérogation à cette disposition de l'article L. 111-1-1, la loi ALUR (article 129 IV) prévoit que la mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme, d'un document en tenant lieu ou d'une carte communale avec un schéma de cohérence territoriale ou un schéma de secteur approuvé avant le 1^{er} juillet 2015 doit s'opérer dans un délai de 3 ans.

Schéma de la hiérarchie des normes (adapté au contexte isérois)

Articles L. 111-1-1, L. 122-1-3 (Charte de Pays) et L. 123-1-9 du code de l'urbanisme



NB : Selon la jurisprudence, prendre en compte signifie « ne pas s'écarter des orientations fondamentales » du document, « sauf, sous le contrôle du juge, pour un motif tiré de l'intérêt de l'opération envisagée et dans la mesure où ce motif le justifie ». Concrètement, cela signifie qu'un document de rang inférieur ne doit pas en principe contrarier les orientations générales du document qu'il doit prendre en compte, mais il peut en adapter l'application en fonction des connaissances et des enjeux locaux.

1.4 Le PLU

La loi solidarité et renouvellement urbains (SRU) du 13 décembre 2000, complétée et modifiée par la loi urbanisme et habitat du 2 juillet 2003, la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008, la loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion du 25 mars 2009, la loi portant engagement national pour l'environnement du 12 juillet 2010, la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) du 24 mars 2014 et la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (AAAF) du 13 octobre 2014 a défini les objectifs et le contenu des plans locaux d'urbanisme par les articles L 121-1 et L 123-1 et suivants à L 123-4 du code de l'urbanisme.

La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 est également venue modifier les dispositions relatives au PLU (stationnement L123-1-13, dérogation pour densification L123-5-1, etc).

Vers une compétence PLU à l'échelle intercommunale

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles instaure à compter du 1^{er} janvier 2015 les métropoles qui ont notamment la compétence PLU.

Si une commune membre d'un EPCI a engagé, avant la date de transfert de la compétence, une procédure d'élaboration, de révision, de modification ou de mise en compatibilité avec une déclaration de projet d'un plan local d'urbanisme, d'un document d'urbanisme en tenant lieu ou d'une carte communale, l'EPCI devenu compétent peut décider de poursuivre sur son périmètre initial ladite procédure (L123-1 II bis du code de l'urbanisme).

Le plan local d'urbanisme élaboré à l'échelle intercommunale couvre l'intégralité de son territoire. L'établissement public de coopération intercommunale compétent engage une procédure d'élaboration ou de révision d'un plan local d'urbanisme couvrant l'intégralité de son territoire lorsqu'il le décide et, au plus tard, lorsqu'il révisé un des plans locaux d'urbanisme applicables dans son périmètre.

Les dispositions présentées ci-dessous concernent uniquement le contenu des PLU élaborés à l'échelle communale.

1.4.1 Objectifs et contenu du PLU élaboré à l'échelle communale

Contenu général et couverture du PLU - article L 123-1

modifié par la loi ALUR du 24 mars 2014 - art. 137 et la loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 - art. 14

« I.-Le plan local d'urbanisme respecte les principes énoncés aux articles L. 110 et L. 121-1. Il comprend un rapport de présentation, un projet d'aménagement et de développement durables, des orientations d'aménagement et de programmation, un règlement et des annexes. Lorsque le plan local d'urbanisme tient lieu de programme local de l'habitat ou de plan de déplacements urbains, il comprend également un programme d'orientations et d'actions. Chacun de ces éléments peut comprendre un ou plusieurs documents graphiques.

Le programme d'orientations et d'actions comprend toute mesure ou tout élément d'information nécessaire à la mise en œuvre de la politique de l'habitat ou des transports et des déplacements définie par le plan local d'urbanisme tenant lieu de programme local de l'habitat ou de plan de déplacements urbains.

[...]

V.-En cas d'annulation partielle par voie juridictionnelle d'un plan local d'urbanisme, l'autorité compétente élabore sans délai les nouvelles dispositions du plan applicables à la partie du territoire communal concernée par l'annulation. Il en est de même des plans d'occupation des sols qui, à la date de publication de la [loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000](#) précitée, ne couvrent pas l'intégralité du territoire communal concerné.

En cas de déclaration d'illégalité ou d'annulation par voie juridictionnelle de l'intégralité d'un plan local d'urbanisme couvrant le territoire d'une commune située dans le périmètre d'un établissement public de coopération intercommunale compétent, celui-ci peut approuver un plan local d'urbanisme sur le territoire de la commune concernée. »

Le contenu du PLU est précisé au niveau réglementaire par l'article R. 123-1.

Ainsi, le plan local d'urbanisme comprend un **rapport de présentation**, un **projet d'aménagement et de développement durables** (PADD), un **règlement** et désormais obligatoirement des **orientations d'aménagement et de programmation** (OAP). Chacun des documents du PLU peut comprendre un ou plusieurs documents graphiques.

Il comporte, s'il y a lieu, l'étude prévue au 8^{ème} alinéa de l'article L 111-1-4 et, en zone de montagne, les études prévues au a du III de l'article L 145-3 et au 3^{ème} alinéa de l'article L 145-5.

Le plan local d'urbanisme est accompagné d'**annexes**.

Rapport de Présentation

Article L 123-1-2 ³

modifié en dernier lieu par la loi ALUR du 24 mars 2014 - art. 139 et la loi AAAF du 13 octobre 2014 – art. 25

« **Le rapport de présentation** explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement.

Il s'appuie sur un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces et de développement agricoles, de développement forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement, notamment en matière de biodiversité, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de commerce, d'équipements et de services.

Il analyse la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales. Il expose les dispositions qui favorisent la densification de ces espaces ainsi que la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers.

Il établit un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques et de vélos des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités.

Il présente une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'approbation du plan ou depuis la dernière révision du document d'urbanisme.

Il justifie les objectifs compris dans le projet d'aménagement et de développement durables au regard des objectifs de consommation de l'espace fixés, le cas échéant, par le schéma de cohérence territoriale et au regard des dynamiques économiques et démographiques. »

Article L 123-1-6

« **Le rapport de présentation** peut comporter un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants. »

Le contenu du rapport de présentation est précisé au niveau réglementaire par l'article R. 123-2

modifié en dernier lieu par le décret n°2015-218 du 25 février 2015

« Le rapport de présentation :

1° Expose le diagnostic prévu au deuxième alinéa de l'article L 123-1-2 ;

2° Analyse l'état initial de l'environnement, présente une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et justifie les objectifs de modération de cette consommation et de lutte contre l'étalement urbain arrêtés dans le projet d'aménagement et de développement durables au regard, notamment, des objectifs fixés, le cas échéant, par le schéma de cohérence territoriale, et des dynamiques économiques et démographiques ;

3° Explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durable et, le cas échéant, les orientations d'aménagement et de programmation; il expose les motifs de la délimitation des zones, des règles et des orientations d'aménagement et de programmation mentionnées au 1 de l'article L 123-1-4 des zones, des règles qui y sont applicables, notamment au regard des objectifs et orientations du projet d'aménagement et de développement durables. Il justifie l'institution des secteurs des zones urbaines où les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement sont interdites en application du a) de l'article L 123-2 ;

4° Évalue les incidences des orientations du plan sur l'environnement et expose la manière dont le

³ NOTA - Mesure transitoire loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 art. 139 II, modifié par la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014

Les articles L. 123-1-2 et L. 123-1-3, dans leur rédaction résultant de la loi ALUR, entrent en vigueur au lendemain de la publication de cette loi. Les organes délibérants des établissements publics ayant engagé l'élaboration, la révision ou la modification d'un plan local d'urbanisme avant la publication de la loi ALUR peuvent toutefois opter pour appliquer les articles L. 123-1-2 et L. 123-1-3 dans leur rédaction antérieure à cette loi. Les nouvelles dispositions de ces articles devront être prise en compte lors de leur prochaine révision.

plan prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur ;

5° Précise les indicateurs qui devront être élaborés pour l'évaluation des résultats de l'application du plan prévue à l'article L 123-12-1.

En cas de modification, de révision ou de mise en compatibilité dans les cas prévus aux articles R 123-23-1 à R 123-23-4 et R 300-15 à R 300-27, le rapport de présentation est complété par l'exposé des motifs des changements apportés. »

Lorsque le **PLU doit faire l'objet d'une évaluation environnementale** en application des articles L. 121-10 et suivants, **le contenu du rapport de présentation est précisé par l'article R 123-2-1 :**

« Lorsque le plan local d'urbanisme doit faire l'objet d'une évaluation environnementale conformément aux articles L 121-10 et suivants, le rapport de présentation :

1° Expose le diagnostic prévu au deuxième alinéa de l'article L 123-1-2 et décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en considération ;

2° Analyse l'état initial de l'environnement et les perspectives de son évolution en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ;

3° Analyse les incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du plan sur l'environnement et expose les conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000, mentionnée à l'article L 414-4 du code de l'environnement ;

4° Explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, et, le cas échéant, les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan. Il expose les motifs de la délimitation des zones, des règles qui y sont applicables et des orientations d'aménagement. Il justifie l'institution des secteurs des zones urbaines où les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement sont interdites en application du a) de l'article L 123-2 ;

5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement ;

6° Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan prévue par l'article L 123-12-2. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;

7° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

Le rapport de présentation est proportionné à l'importance du plan local d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.

En cas de modification, de révision ou de mise en compatibilité dans les cas prévus aux articles R 123-23-1 à R 123-23-4 du plan local d'urbanisme, le rapport de présentation est complété par l'exposé des motifs des changements apportés.

Le rapport de présentation peut se référer aux renseignements relatifs à l'environnement figurant dans d'autres études, plans ou documents. »

Projet d'aménagement et de développement durables (PADD) - article L 123-1-3⁴

modifié par la loi ALUR du 24 mars 2014 - art. 139 et par la loi n°2015-992 relative à la transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015

« **Le projet d'aménagement et de développement durables** définit les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques.

Le projet d'aménagement et de développement durables arrête les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, **les réseaux d'énergie**, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.

Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain. »

Orientations d'aménagement et de programmation (OAP) - article L 123-1-4

modifié en dernier lieu par la loi ALUR du 24 mars 2014 - art. 137 et la loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 – art. 12

« Dans le respect des orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables, **les orientations d'aménagement et de programmation** comprennent des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports et les déplacements.

1. En ce qui concerne l'aménagement, les orientations peuvent définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, notamment les continuités écologiques, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune. Elles peuvent favoriser la mixité fonctionnelle en prévoyant qu'en cas de réalisation d'opérations d'aménagement, de construction ou de réhabilitation, un pourcentage de ces opérations est destiné à la réalisation de commerces.

Elles peuvent comporter un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants.

Elles peuvent porter sur des quartiers ou des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager.

Elles peuvent prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics.

Elles peuvent adapter la délimitation des périmètres, en fonction de la qualité de la desserte, où s'applique le plafonnement à proximité des transports prévu à l'article L. 123-1-13. [...] »

Règlement

Le règlement délimite les zones urbaines, les zones à urbaniser, les zones agricoles et les zones naturelles et forestières

Article L 123-1-5

Nouvelle rédaction issue principalement de la loi ALUR du 24 mars 2014 et de la loi AAAF du 13 octobre 2014. Un décret d'application est nécessaire pour répercuter cette nouvelle présentation dans le règlement des documents d'urbanisme. La structuration du règlement présenté dans l'article R. 123-9 peut continuer

⁴ NOTA - Mesure transitoire loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 art. 139 II, modifié par la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014

Les articles L. 123-1-2 et L. 123-1-3, dans leur rédaction résultant de la loi ALUR, entrent en vigueur au lendemain de la publication de cette loi. Les organes délibérants des établissements publics ayant engagé l'élaboration, la révision ou la modification d'un plan local d'urbanisme avant la publication de la loi ALUR peuvent toutefois opter pour appliquer les articles L. 123-1-2 et L. 123-1-3 dans leur rédaction antérieure à cette loi. Les nouvelles dispositions de ces articles devront être prise en compte lors de leur prochaine révision.

Mesure transitoire loi n° 2015-922 du 17 août 2015 – art. 193 : Les nouvelles dispositions issues de cette loi s'appliquent aux PLU dont la révision ou l'élaboration est engagée après la promulgation de la loi.

de s'appliquer, en tenant compte du nouveau contenu du règlement (suppression des COS notamment).

Article modifié par la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques et par la loi n°2015-992 relative à la transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015

« **I** - Le règlement fixe, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs mentionnés à l'article L. 121-1, qui peuvent notamment comporter l'interdiction de construire, délimite les zones urbaines ou à urbaniser et les zones naturelles ou agricoles et forestières à protéger et définit, en fonction des circonstances locales, les règles concernant l'implantation des constructions.

II - Le règlement peut fixer les règles suivantes relatives à l'usage des sols et la destination des constructions :

1° Préciser l'affectation des sols selon les usages principaux qui peuvent en être faits ou la nature des activités qui peuvent y être exercées ;

2° Définir, en fonction des situations locales, les règles concernant la destination et la nature des constructions autorisées ;

3° Délimiter, dans les zones urbaines ou à urbaniser, des secteurs dans lesquels les programmes de logements comportent une proportion de logements d'une taille minimale qu'il fixe ;

4° Délimiter, dans les zones urbaines ou à urbaniser, des secteurs dans lesquels, en cas de réalisation d'un programme de logements, un pourcentage de ce programme est affecté à des catégories de logements qu'il définit dans le respect des objectifs de mixité sociale ;

5° Identifier et délimiter les quartiers, îlots et voies dans lesquels doit être préservée ou développée la diversité commerciale, notamment à travers les commerces de détail et de proximité, et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer cet objectif ;

6° A titre exceptionnel, délimiter dans les zones naturelles, agricoles ou forestières des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées dans lesquels peuvent être autorisés :

a) Des constructions ;

b) Des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs destinés à l'habitat des gens du voyage au sens de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

c) Des résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs.

Le règlement **précise les conditions de hauteur, d'implantation et de densité des constructions**, permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone. **Il fixe les conditions relatives aux raccordements aux réseaux publics, ainsi que les conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité auxquelles les constructions, les résidences démontables ou les résidences mobiles doivent satisfaire.**

Ces secteurs sont délimités après **avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers**. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas intervenu dans un délai de trois mois à compter de la saisine.

Dans les **zones agricoles ou naturelles** et en dehors des secteurs mentionnés au présent 6°, le règlement peut désigner **les bâtiments qui peuvent faire l'objet d'un changement de destination**, dès lors que ce changement de destination **ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site**. Le changement de destination est soumis, en zone agricole, à l'avis conforme de la commission départementale de la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime, et, en zone naturelle, à l'avis conforme de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.

Dans les zones agricoles ou naturelles et en dehors des secteurs mentionnés au présent 6°, les bâtiments d'habitation existants peuvent faire l'objet d'extensions **ou d'annexes**, dès lors que ces extensions ou annexes ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Le règlement précise **la zone d'implantation et les conditions de hauteur, d'emprise et de densité de ces extensions ou annexes** permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère

naturel, agricole ou forestier de la zone. **Les dispositions du règlement prévues au présent alinéa sont soumises à l'avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.**

III - Le règlement peut, en matière de caractéristiques architecturale, urbaine et écologique :

1° Déterminer des règles concernant l'aspect extérieur des constructions neuves, rénovées ou réhabilitées, leurs dimensions, leurs conditions d'alignement sur la voirie et de distance minimale par rapport à la limite séparative et l'aménagement de leurs abords, afin de contribuer à la qualité architecturale et paysagère, à la performance énergétique et à l'insertion des constructions dans le milieu environnant. Des règles peuvent, en outre, imposer une part minimale de surfaces non imperméabilisées ou éco-aménageables, éventuellement pondérées en fonction de leur nature, afin de contribuer au maintien de la biodiversité et de la nature en ville ;

2° Identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique, architectural ou écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation. Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, ces prescriptions sont celles prévues à l'article L.130-1 ;

3° Dans des secteurs situés à proximité des transports collectifs, existants ou programmés, imposer dans des secteurs qu'il délimite une densité minimale de constructions ;

4° Délimiter les secteurs dans lesquels la délivrance du permis de construire peut être subordonnée à la démolition de tout ou partie des bâtiments existants sur le terrain où l'implantation de la construction est envisagée ;

5° Localiser, dans les zones urbaines, les terrains cultivés et les espaces non bâtis nécessaires au maintien des continuités écologiques à protéger et inconstructibles quels que soient les équipements qui, le cas échéant, les desservent ;

6° Définir des secteurs dans lesquels il impose aux constructions, travaux, installations et aménagements de respecter des performances énergétiques et environnementales renforcées qu'il définit. A ce titre, il peut imposer une production minimale d'énergie renouvelable, le cas échéant, en fonction des caractéristiques du projet et de la consommation des sites concernés. Cette production peut être localisée dans le bâtiment, dans le même secteur ou à proximité de celui-ci.

IV. - Le règlement peut, en matière d'équipement des zones :

1° Préciser le tracé et les caractéristiques des voies de circulation à conserver, à modifier ou à créer, y compris les rues ou sentiers piétonniers et les itinéraires cyclables, les voies et espaces réservés au transport public et délimiter les zones qui sont ou peuvent être aménagées en vue de la pratique du ski et les secteurs réservés aux remontées mécaniques en indiquant, le cas échéant, les équipements et aménagements susceptibles d'y être prévus ;

2° Fixer les conditions de desserte par les voies et réseaux des terrains susceptibles de recevoir des constructions ou de faire l'objet d'aménagements. Il peut délimiter les zones mentionnées à l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales concernant l'assainissement et les eaux pluviales ;

3° Imposer aux constructions, travaux, installations et aménagements dans les secteurs qu'il ouvre à l'urbanisation de respecter, en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques, des critères de qualité renforcés, qu'il définit.

V. - Le règlement peut également fixer les emplacements réservés aux voies et ouvrages publics, aux installations d'intérêt général, aux espaces verts ainsi qu'aux espaces nécessaires aux continuités écologiques. »

Annexes

Le contenu est précisé par les articles R.123-13 et R. 123-14 du code de l'urbanisme :

Article R 123-13 :

modifié en dernier le décret n°2015-482 du 27 avril 2015 - art. 2

« Les annexes indiquent, à titre d'information, sur un ou plusieurs documents graphiques, s'il y a lieu :

- 1° Les secteurs sauvegardés, délimités en application des [articles L. 313-1](#) et suivants ;
- 2° Les zones d'aménagement concerté ;
- 3° Les zones de préemption délimitées en application de [l'article L. 142-1](#) dans sa rédaction antérieure à la [loi n° 85-729 du 18 juillet 1985](#) relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement et de [l'article L. 142-3](#) dans sa rédaction issue de la même loi ;
- 4° Les périmètres à l'intérieur desquels s'applique le droit de préemption urbain défini par les [articles L. 211-1 et suivants](#), ainsi que les périmètres provisoires ou définitifs des zones d'aménagement différé ;
- 5° Les zones délimitées en application du e de l'article [L. 430-1](#) ⁵ à l'intérieur desquelles s'appliquent les dispositions relatives au permis de démolir prévues aux articles L. 430-2 et suivants ;
- 6° Les périmètres de développement prioritaires délimités en application de la [loi n° 80-531 du 15 juillet 1980](#) relative aux économies d'énergie et à l'utilisation de la chaleur ;
- 7° Les périmètres d'interdiction ou de réglementation des plantations et semis d'essences forestières, les périmètres d'actions forestières et les périmètres de zones dégradées à faible taux de boisement, délimités en application des 1°, 2° et 3° de [l'article L. 126-1](#) du code rural et de la pêche maritime ;
- 8° Les périmètres miniers définis en application des titres II, III et V du livre Ier du code minier ;
- 9° Les périmètres de zones spéciales de recherche et d'exploitation de carrières et des zones d'exploitation et d'aménagement coordonné de carrières, délimités en application des [articles 109 et 109-1 du code minier](#) ;
- 10° Le périmètre des zones délimitées en application de [l'article L. 111-5-2](#) à l'intérieur desquelles certaines divisions foncières sont soumises à déclaration préalable ;
- 11° Les périmètres à l'intérieur desquels l'autorité compétente peut surseoir à statuer sur les demandes d'autorisation en application de [l'article L. 111-10](#) ;
- 12° Le périmètre des secteurs dans lesquels un programme d'aménagement d'ensemble a été approuvé en application de [l'article L. 332-9](#) dans sa rédaction antérieure à l'entrée en vigueur de la loi n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010 ;
- 13° Le périmètre des secteurs situés au voisinage des infrastructures de transports terrestres, dans lesquels des prescriptions d'isolement acoustique ont été édictées en application de [l'article L. 571-10](#) du code de l'environnement ;
- 14° Le plan des zones à risque d'exposition au plomb ;
- 15° Les périmètres d'intervention délimités en application de [l'article L. 143-1](#) pour la protection et la mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains ;
- 16° Les secteurs où un dépassement des règles du plan local d'urbanisme est autorisé en application des articles L. 123-1-11, L. 127-1, L. 128-1 et L. 128-2 ;
- 17° Les périmètres délimités par une délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'EPCI compétent ou par arrêté du préfet en application du II de l'article L.332-11-3 ainsi que les périmètres fixés par les conventions de projet urbain partenarial visées à [l'article L. 332-11-3](#) ;
- 18° Les périmètres délimités par une délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent dans lesquels le premier alinéa de l'article [L. 111-6-2](#) ne s'applique pas ;
- 19° Le périmètre des secteurs relatifs au taux de la taxe d'aménagement, en application de l'article

⁵ Les articles L. 430-1 à L. 430-9 du code de l'urbanisme ont été abrogés par l'article 15 II de l'ordonnance n° 2005-1527 du 8 décembre 2005.

L. 331-14 et L. 331-15 ;

20° Le périmètre des secteurs affectés par un seuil minimal de densité, en application de l'article L. 331-36 »

Article R 123-14

« Les annexes comprennent à titre informatif également :

1° Les servitudes d'utilité publique soumises aux dispositions de l'article [L. 126-1](#) ainsi que les bois ou forêts soumis au régime forestier ;

2° La liste des lotissements dont les règles d'urbanisme ont été maintenues en application du deuxième alinéa de l'article [L. 315-2-1](#) ⁶ ;

3° Les schémas des réseaux d'eau et d'assainissement et des systèmes d'élimination des déchets, existants ou en cours de réalisation, en précisant les emplacements retenus pour le captage, le traitement et le stockage des eaux destinées à la consommation, les stations d'épuration des eaux usées et le stockage et le traitement des déchets ;

4° Le plan d'exposition au bruit des aérodromes, établi en application des articles [L. 147-1](#) à [L. 147-6](#) ;

5° D'une part, les prescriptions d'isolement acoustique édictées, en application des articles [L. 571-9](#) et [L. 571-10 du code de l'environnement](#), dans les secteurs qui, situés au voisinage des infrastructures de transports terrestres, sont affectés par le bruit et, d'autre part, la référence des arrêtés préfectoraux correspondants et l'indication des lieux où ils peuvent être consultés ;

6° Les actes instituant des zones de publicité restreinte et des zones de publicité élargie, en application des articles [L. 581-10](#) à [L. 581-14 du code de l'environnement](#) ;

7° Les dispositions d'un projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles rendues opposables en application de l'article [L. 562-2 du code de l'environnement](#) et les dispositions d'un projet de plan de prévention des risques miniers établi en application de l'article 94 du code minier ;

8° Les zones agricoles protégées délimitées en application de l'article [L. 112-2 du code rural et de la pêche maritime](#) ;

9° L'arrêté du préfet coordonnateur de massif prévu au septième alinéa de l'article [L. 145-5](#). »

Les articles L 123-1-11 à L 123-3 du code de l'urbanisme complètent les dispositions sur le contenu des PLU. Les articles R 123-1 à R 123-14-1 du code de l'urbanisme précisent également leur contenu.

Dérogation et compatibilité avec les documents de rang supérieur

Article L. 123-1-9

modifié par la loi ALUR du 24 mars 2014 - art. 137 et par la loi n°2015-992 relative à la transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015

« Les règles et servitudes définies par un plan local d'urbanisme ne peuvent faire l'objet d'aucune dérogation, à l'exception des adaptations mineures rendues nécessaires par la nature du sol, la configuration des parcelles ou le caractère des constructions avoisinantes.

Le plan local d'urbanisme doit, s'il y a lieu, être compatible avec les dispositions du schéma de mise en valeur de la mer, ainsi que **du plan de déplacements urbains** et **du programme local de l'habitat**. Il n'est pas illégal du seul fait qu'il autorise la construction de plus de logements que les obligations minimales du programme local de l'habitat n'en prévoient. Il prend en compte, le cas échéant, le plan climat-air-énergie territorial.

[...]

Lorsqu'un des documents mentionnés aux deuxième et troisième alinéas est approuvé après l'approbation

⁶ L'article L315-2-1 est abrogé par l'ordonnance n° 2005-1527, article 22.

d'un plan local d'urbanisme, ce dernier doit, si nécessaire, **être rendu compatible dans un délai de trois ans**. Ce délai est ramené à un an pour permettre la réalisation d'un ou plusieurs programmes de logements prévus dans un secteur de la commune par le programme local de l'habitat et nécessitant une modification du plan. »

Article L 123-1-10

modifié en dernier lieu par la loi ALUR du 24 mars 2014 - art. 137

« En l'absence de schéma de cohérence territoriale, le plan local d'urbanisme doit également, s'il y a lieu, être compatible avec les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par les plans de gestion des risques d'inondation pris en application de l'article [L. 566-7 du code de l'environnement](#), ainsi qu'avec les orientations fondamentales et les dispositions de ces plans définies en application des 1° et 3° du même article L. 566-7, lorsque ces plans sont approuvés.

Lorsqu'un plan de gestion des risques d'inondation est approuvé après l'approbation d'un plan local d'urbanisme, ce dernier doit, si nécessaire, être rendu compatible dans un délai de trois ans avec les éléments mentionnés au premier alinéa du présent article.

Dans ce cas, et par dérogation aux dispositions de [l'article L. 111-1-1](#) du présent code, le plan local d'urbanisme n'a pas à être compatible avec les orientations fondamentales relatives à la prévention des inondations définies par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux en application de l'article [L. 212-1 du code de l'environnement](#). »

1.4.2 Les procédures d'élaboration et d'évolution du PLU

Modifiées suite à l'ordonnance du 5 janvier 2012 et le décret du 14 février 2013

Modifiées en dernier lieu par la loi ALUR n°2014-366 du 24 mars 2014 et la loi AAAF n° 2014-1170 du 13 octobre 2014.

Les procédures d'élaboration et d'évolution du PLU sont détaillées respectivement :

- dans les articles L 123-6 à L 123-12 et R 123-15 à R 123-20 du code de l'urbanisme pour l'élaboration ;
- dans les articles L 123-13 à L 123-16 et R 123-21 à R 123-23-4 du code de l'urbanisme pour leur évolution.

2 DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AU TERRITOIRE DE LA COMMUNE

2.1 Schéma de cohérence territoriale (SCOT)

Le territoire de la commune de Saint Martin d'Hères est compris dans l'aire du schéma de cohérence territoriale (SCOT) de la région urbaine de Grenoble approuvé par délibération de l'établissement public du SCOT du 21 décembre 2012.

Le plan local d'urbanisme doit être compatible avec les dispositions du SCOT de la RUG approuvé.

2.2 Loi Montagne

Le territoire de la commune est situé partiellement en zone de montagne.

Il est à ce titre concerné par la loi n° 8530 du 9 janvier 1985 relative à la protection et à l'aménagement de la montagne.

Les articles L 145-3 à L 145-8 du code de l'urbanisme donnent les principes d'aménagement et de protection en zone de montagne afin de préserver les terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles, pastorales et forestières ainsi que les espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard.

Les articles L 145-9 à L 145-13 définissent les unités touristiques nouvelles.

La construction en continuité (article L 145-3 III)

L'urbanisation doit se réaliser en continuité avec les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants.

Le plan local d'urbanisme «peut délimiter les hameaux et groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants en continuité desquels il prévoit une extension de l'urbanisation, en prenant en compte les caractéristiques traditionnelles de l'habitat, les constructions implantées et l'existence de voies et réseaux».

Ainsi, le classement en zone constructible doit être en continuité de l'existant.

1. Les exceptions

Si le plan local d'urbanisme ne l'interdit pas, peuvent être autorisés :

- les constructions nécessaires aux activités agricoles, pastorales et forestières,
- les équipements sportifs liés notamment à la pratique du ski et de la randonnée, sous certaines conditions, la restauration ou la reconstruction d'anciens chalets d'alpage ou de bâtiments d'estive, ainsi que les extensions limitées de chalets d'alpage ou de bâtiments d'estive existants .
- l'adaptation, le changement de destination, la réfection ou l'extension limitée des constructions existantes,
- la réalisation d'installations ou d'équipements publics incompatibles avec le voisinage des zones habitées.

2. Les dérogations

Le PLU peut toutefois envisager une urbanisation en discontinuité de l'urbanisation existante si la capacité d'accueil des espaces destinés à l'urbanisation est compatible avec la préservation des espaces naturels et agricoles ainsi qu'avec la protection contre les risques naturels.

1. Par le biais d'une étude (L 145-3 III a)

Cette compatibilité doit être justifiée « en fonction des spécificités locales », par une étude

réalisée dans le cadre du SCOT ou du PLU, soumise avant l'arrêt de ces documents, à la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites dont l'avis est joint au dossier de l'enquête publique. Le plan local d'urbanisme délimite alors les zones à urbaniser dans le respect des conclusions de cette étude qui doivent être reproduites dans le rapport de présentation du PLU.

2. En l'absence d'étude

Si le respect des objectifs de protection des terres agricoles, pastorales et forestières et la préservation des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard ou la protection contre les risques naturels imposent une urbanisation qui n'est pas située en continuité de l'urbanisation existante. Le PLU peut délimiter des hameaux et des groupes d'habitations nouveaux intégrés à l'environnement ou à titre exceptionnel délimiter des zones d'urbanisation future de taille et de capacité d'accueil limitées. Dans ce cas, il faut l'accord préalable de la chambre d'agriculture et de la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites.

Il existe des dispositions relatives aux unités touristiques nouvelles (UTN – article L 145-9) qui ne sont pas détaillées dans le présent PAC.

2.3 Plan climat air énergie territorial (PCAET)

Le plan climat air énergie (PCAET), instauré par loi n°2015-992 relative à la transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015, se substitue au Plan climat énergie territorial (PCET) pré-existant. Outre un nouveau volet relatif à la qualité de l'air, le PCAET relève désormais des EPCI à fiscalité propre. L'obligation d'adoption d'un PCAET incombe donc :

- au plus tard le 31 décembre 2016 aux EPCI à fiscalité propre existant au 1^{er} janvier 2015 de plus de 50 000 habitants ;
- au plus tard au 31 décembre 2018 aux EPCI à fiscalité propre de plus de 20 000 habitants existant au 1^{er} janvier 2017.

Le plan climat air énergie territorial définit les objectifs et programmes d'actions à réaliser notamment afin d'améliorer l'efficacité énergétique, de développer de manière coordonnée des réseaux de distribution d'électricité, de gaz et de chaleur, d'augmenter la production d'énergie renouvelable, de valoriser le potentiel en énergie de récupération, de développer le stockage et d'optimiser la distribution d'énergie, de développer les territoires à énergie positive, de limiter les émissions de gaz à effet de serre et d'anticiper les impacts du changement climatique.

L'une des finalités est d'apporter une contribution à la mise en œuvre opérationnelle de la stratégie régionale Climat-Air-Énergie définie dans le SRCAE (Schéma Régional Climat-Air-Énergie), approuvé le 24 avril 2014 et téléchargeable à l'adresse suivante :

<http://www.rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/le-srcae-rhone-alpes-a2594.html>

Pour plus d'information, se reporter au site de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) à l'adresse suivante :

<http://www.rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/pcet-plans-climat-energie-r953.html>

Le PLU doit prendre en compte les PCAET (L. 123-1-9 du code de l'urbanisme).

Les PCET existants à la date de promulgation de la loi de transition énergétique continuent de s'appliquer jusqu'à l'adoption du PCAET qui les remplace.

Il n'y a pas de PCAET sur le département de l'Isère. Cependant, votre commune est concernée par les PCET :

- de la région Rhône-Alpes adopté le 28 mars 2013
- du conseil général de l'Isère adopté le 12 décembre 2013
- de « Grenoble Alpes Métropole » adopté le 17 janvier 2014.

Pour plus d'information sur les PCET, se reporter au site de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) à l'adresse suivante :

<http://www.rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/pcet-plans-climat-energie-r953.html>

2.4 Documents de référence

2.4.1 Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE), schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE)

Document de planification dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques, le SDAGE constitue au niveau du grand bassin hydrographique un outil de gestion prospective et de cohérence. Il réalise un état des lieux du bassin, et fixe les objectifs à atteindre pour les masses d'eau, conformément à la directive cadre sur l'eau (DCE). Il liste en outre des orientations fondamentales et des dispositions associées afin d'atteindre les objectifs.

La loi ALUR a modifiée la hiérarchie des documents d'urbanisme. Elle a posé le principe du « SCOT intégrateur », document compatible ou prenant en compte les documents de niveau supérieur. Les PLU doivent être compatibles avec les SCOT. Les SCOT doivent être compatibles avec les SDAGE et les SAGE ; mais en l'absence d'un SCOT opposable, les PLU doivent être compatibles avec les SDAGE et les SAGE.

Le SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée approuvé par le préfet coordonnateur de bassin le 20 novembre 2009 est opposable à l'État, aux collectivités locales et aux établissements publics. Il conviendra de s'y référer pour chacune des thématiques liées à l'eau et aux écosystèmes aquatiques (cf. en particulier les paragraphes zones humides et gestion intégrée des eaux).

Le projet de SDAGE 2016-2021 est actuellement en cours d'élaboration (consultation du public du 19 décembre 2014 au 18 juin 2015). Il convient de tenir compte des orientations de ce projet dans l'élaboration de votre document.

La commune n'est pas concernée par un SAGE.

2.4.2 Schéma régional de cohérence écologique (SRCE)

Le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) est un document cadre élaboré par le préfet de région et le président de la région. Il a vocation à **identifier les éléments composant la trame verte et bleue actuelle ou à restaurer**. Cette trame permet de « relier les espaces importants pour la préservation de la biodiversité par des corridors écologiques » dans le but d'atténuer « la fragmentation et la vulnérabilité des habitats naturels et habitats d'espèce » (article L 371-1 du code de l'environnement).

Il comporte (article R 371-19 du code de l'environnement) :

- un diagnostic du territoire régional et une présentation des enjeux relatifs à la préservation et à la remise en bon état des continuités écologiques à l'échelle régionale ;
- un volet présentant les continuités écologiques retenues pour constituer la trame verte et bleue régionale et identifiant les réservoirs de biodiversité et les corridors qu'elles comprennent ;
- un plan stratégique d'action ;
- un atlas cartographique ;
- un dispositif de suivi et d'évaluation ;
- un résumé non technique.

Sur le plan graphique, l'atlas cartographique comprend une « cartographie des éléments de la trame verte et bleue régionale à l'échelle 1/100 000 », une « cartographie des objectifs de préservation ou de remise en bon

état assignés aux éléments de la trame verte et bleue à l'échelle 1/100 000, identifiant les principaux obstacles à la fonctionnalité des continuités écologiques », une « carte de synthèse régionale schématique des éléments de la trame verte et bleue » et une « cartographie des actions prioritaires inscrites au plan d'action stratégique ».

Le SRCE a été approuvé le 19 juin 2014 par le conseil régional Rhône-Alpes et adopté le 16 juillet 2014 par le Préfet de Région.

Il peut être téléchargé sur le site de la DREAL Rhône-Alpes à l'adresse suivante :

<http://www.rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/le-srce-de-rhone-alpes-est-adopte-a3346.html>

Les SCOT ont l'obligation de le prendre en compte, conformément à l'article L 111-1-1 du code de l'urbanisme. En l'absence de SCOT, les PLU doivent prendre en compte le SRCE.

Une illustration de la manière dont le SRCE peut se traduire, à différentes échelles, dans les documents d'urbanisme locaux est consultable sur le site Biodiversité de la région Rhône-Alpes :

http://biodiversite.rhonealpes.fr/documents/SRCE/enboitement_echelle.pdf

2.4.3 Plans de gestion des risques d'inondation (PGRI)

La mise en œuvre de la directive relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation, dite « directive inondation » transposée en droit français dans le cadre de la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, impulse une refonte de la politique nationale de gestion du risque d'inondation. Cette dernière doit permettre de réduire les conséquences potentielles associées aux inondations dans un objectif de compétitivité, d'attractivité et d'aménagement durable des territoires exposés à l'inondation.

Pour mettre en œuvre cette politique rénovée de gestion du risque inondation, l'État français a choisi de s'appuyer sur des actions nationales et territoriales :

- une stratégie nationale de gestion des risques d'inondation, prévue par l'article L. 566-4 du code de l'environnement, qui rassemble les dispositions en vigueur pour donner un sens à la politique nationale et afficher les priorités ;
- les plans de gestion des risques d'inondation (PGRI), prévus par l'article L. 566-7 du code de l'environnement, élaborés à l'échelle du district hydrographique (échelle d'élaboration des SDAGE).

Le PGRI du bassin Rhône-Méditerranée doit, comme le prochain SDAGE, être approuvé d'ici le 22 décembre 2015 par le Préfet coordonnateur de bassin à la suite de la consultation du public qui s'est déroulée du 19 décembre 2014 au 18 juin 2015. Il sera mis à jour tous les 6 ans.

Ce PGRI devra fixer des objectifs de réduction des conséquences dommageables des inondations pour l'ensemble du district et identifier les dispositions à mettre en œuvre pour les atteindre. Ces objectifs doivent permettre d'atteindre les objectifs de la stratégie nationale. Le PGRI devra, en outre, comprendre les principaux éléments des stratégies locales à élaborer pour les 31 territoires à risques importants d'inondation (TRI) du bassin, dont le périmètre a été arrêté le 12 décembre 2012, suite à l'évaluation préliminaire des risques d'inondation menée en 2011.

En application des articles L. 111-1-1 du code de l'urbanisme, **les SCOT doivent être compatibles ou rendus compatibles avec les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par le PGRI ainsi qu'avec les orientations fondamentales et dispositions de ce plan prévues au 1° et au 3° de l'article L. 566-7⁷.**

Le PLU doit quant à lui être compatible avec le SCOT.

⁷ Ces dernières concernent les dispositions communes avec les orientations fondamentales du SDAGE sur la prévention des inondations au regard de la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau (1°), ainsi que les dispositions pour la réduction de la vulnérabilité des territoires face au risque d'inondation comprenant notamment des mesures pour la maîtrise de l'urbanisation (3°).

3 DISPOSITIONS SECTORIELLES APPLICABLES AU TERRITOIRE DE LA COMMUNE

3.1 Prévention des risques naturels et technologiques

Les risques naturels et technologiques doivent être pris en compte lors de l'élaboration des documents d'urbanisme (SCOT, PLU, cartes communales).

En effet, d'une part, l'article L.110 du code de l'urbanisme prévoit que les collectivités harmonisent leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace afin d'assurer notamment la sécurité et la salubrité publiques.

D'autre part, l'article L.121-1 du code de l'urbanisme demande que les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable, la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature. L'article L.121-2 précise que l'État veille au respect des principes définis à l'article L.121-1.

Enfin, l'article R.123-11-b du même code impose également que les documents graphiques du règlement fassent apparaître les secteurs où l'existence de risques naturels, tels qu'inondations, incendies de forêt, érosion, affaissements, éboulements, avalanches, ou de risques technologiques justifie que soient interdites ou soumises à des conditions spéciales les constructions et installations de toute nature, permanentes ou non, les plantations, dépôts, affouillements, forages et exhaussements des sols.

3.1.1 Risques Naturels

3.1.1.1 Spécificités de la prise en compte des risques naturels dans un PLU

La DDT a élaboré un « guide de prise en compte des risques naturels dans les documents d'urbanisme » validé en MIRNaT Isère (Mission interministérielle des risques naturels et technologiques) dans le but d'homogénéiser les pratiques au sein du département de l'Isère.

Vous trouverez ci-joint la version 3.10 du 17 décembre 2009 de ce guide. Il apporte divers éléments utiles à la compréhension et à la mise en œuvre de cette prise en compte et sert de référence lors de l'examen préalable à l'avis de l'État sur les PLU arrêtés.

Le guide présente les différents documents spécifiques aux risques et leur portée et propose une méthodologie de prise en compte des risques naturels dans un PLU conforme à la réglementation. Les principaux points à respecter sont rappelés ci-après.

Le rapport de présentation

Il expose le diagnostic du territoire et l'état initial de l'environnement, notamment sous l'angle des risques naturels. Il expose également les motifs de la délimitation des zones, des règles applicables et des orientations d'aménagement et de programmation au regard de ces mêmes risques naturels.

Le projet d'aménagement et de développement durables

Le projet d'aménagement et de développement durables définit les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement et d'urbanisme en prenant en compte les risques naturels.

Les orientations d'aménagement et de programmation

Les orientations d'aménagement peuvent en cohérence avec le PADD préciser les conditions d'aménagement de certains secteurs ou quartiers appelés à connaître un développement significatif ou une restructuration particulière.

Elles doivent, en conséquence, prendre en compte les risques naturels.

Les documents graphiques du règlement du PLU

L'article R.123-11 b) du code de l'urbanisme prévoit que "Les documents graphiques du règlement font apparaître s'il y a lieu **les secteurs où l'existence de risques naturels**, tels qu'inondations, incendies de forêt, érosion, affaissements, éboulements, avalanches **justifient que soient interdites ou soumises à des conditions spéciales les constructions et installations de toute nature, permanentes ou non, les plantations, dépôts, affouillements, forages et exhaussements des sols**".

Ce qui est demandé est donc l'affichage de l'interdiction de projets ou de la soumission des projets à des conditions résultant de risques naturels et non l'affichage de la nature (inondation, avalanche, etc.) et du niveau (faible, moyen, fort) des aléas naturels.

Le guide propose des solutions d'affichage conformes à la réglementation y compris, si cela est souhaité, en apportant plus d'informations que le minimum réglementaire rappelé ci-dessus.

Le règlement écrit

L'article L.123-1-5 du code de l'urbanisme demande que le règlement fixe, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs mentionnés à l'article L.121-1, qui peuvent notamment comporter l'interdiction de construire.

Le règlement ne doit édicter que des règles d'urbanisme. Toute règle d'une autre nature, notamment de construction, y est proscrite.

En cas d'existence de documents spécifiques aux risques valant servitude d'utilité publique:

- il faut rappeler dans le règlement du PLU que toutes les règles de ce document spécifique aux risques sont applicables aux demandes d'occupation et d'utilisation du sol
- il est recommandé de renvoyer au règlement du document spécifique aux risques pour connaître les règles d'urbanisme qu'il contient, plutôt que de les réécrire dans le règlement du PLU.

En cas d'existence de documents spécifiques aux risques ne valant pas servitude d'utilité publique, les règles d'urbanisme résultant de la prise en compte des risques naturels devront être écrites dans le règlement du PLU.

Le guide décrit une démarche permettant, en fonction de la nature de ces documents, de définir des règles d'urbanisme correctes de prise en compte des risques naturels.

Les annexes au PLU

- les documents spécifiques aux risques valant servitude d'utilité publique doivent être insérés dans l'annexe informative au PLU relative aux servitudes d'utilité publique et doivent être mentionnés dans la liste correspondante (application de l'article R.123-14 du code de l'urbanisme).
- les documents spécifiques aux risques ne valant pas servitude d'utilité publique peuvent être introduits dans une annexe du PLU intitulée de manière à éviter toute confusion avec la précédente, par exemple « Documents informatifs sur les risques naturels hors articles R.123-13 et 14 du code de l'urbanisme ».

3.1.1.2 Éléments de connaissance des risques naturels par l'État à prendre en compte par le PLU

3.1.1.2-1. Documents valant servitude d'utilité publique

- **Plan de prévention des risques naturels** inondation (PPRI) Isère amont approuvé par arrêté préfectoral du 30 juillet 2007

3.1.1.2-2. Documents ne valant pas servitude d'utilité publique

- Dossier départemental sur les risques majeurs (DDRM) approuvé par arrêté préfectoral du 2 février 2012

- **Dossier communal synthétique** notifié par arrêté préfectoral du 22 juin 2001
- **Carte partielle (secteur du Mûrier) des aléas naturels** de mars 2000 et son rapport de présentation, réalisée avec l'assistance du RTM
- **Cartographie établie sur le territoire à risque important d'inondation (TRI) Grenoble-Voirion** dans le cadre de la directive inondation approuvée par le Préfet du bassin Rhône Méditerranée le 20 décembre 2013. Cette cartographie représente les surfaces inondables par l'Isère et est consultable sur le portail du bassin : <http://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/gestion/inondations/cartes/grenoble.php>
Cette cartographie vous a été portée à connaissance par courrier du préfet de l'Isère le 28 juillet 2014
- **Bande de précaution des digues de l'Isère** : cette bande de précaution, qui doit rester inconstructible, correspond à la zone où, suite à une surverse, des brèches ou une rupture totale de l'ouvrage de protection, la population serait en danger du fait des hauteurs ou des vitesses d'écoulement. Elle est définie selon les principes énoncés par le Préfet lors de la réunion du 17 juin 2015.
- Atlas retrait-gonflement des argiles établi par le BRGM (bureau de recherche géologiques et minières) pour le compte de l'État en juillet 2009. Cette cartographie vous a été portée à connaissance par courrier du préfet de l'Isère du 06/05/2013. Elle est également consultable sur le site internet de la préfecture de l'Isère. Carte N°8 « aléa » du plan départemental de protection des forêts contre l'incendie approuvé par arrêté préfectoral n° 2013-147-0018 du 27 mai 2013.
- Arrêtés de catastrophes naturelles : la liste est accessible sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.prim.net/>

3.1.1.3 - Éléments de connaissance des risques naturels relevant d'obligations de la commune

Il s'agit d'éléments de connaissance dont la collecte a été confiée réglementairement aux communes et qu'il convient de prendre en compte en complément de ceux listés au 3.1.1.2 ci-dessus.

Risque dû aux cavités souterraines et marnières susceptibles de provoquer l'effondrement du sol

L'article L.563-6 du code de l'environnement stipule que :

« I – Les communes ou leurs groupements compétents en matière de documents d'urbanisme élaborent, en tant que de besoin, des cartes délimitant les sites où sont situées des cavités souterraines et des marnières susceptibles de provoquer l'effondrement du sol.

II – Toute personne qui a connaissance de l'existence d'une cavité souterraine ou d'une marnière dont l'effondrement est susceptible de porter atteinte aux personnes ou aux biens, ou d'un indice susceptible de révéler cette existence, en informe le maire, qui communique, sans délai, au représentant de l'État dans le département et au président du conseil général les éléments dont il dispose à ce sujet.

La diffusion d'informations manifestement erronées, mensongères ou résultant d'une intention dolosive relatives à l'existence d'une cavité souterraine ou d'une marnière est punie d'une amende de 30 000 euros. »

Il importe donc qu'à l'occasion de l'élaboration du PLU (ou de sa révision) la commune procède à ce recensement (ou le mette à jour) et le prenne en compte.

Repères de crues

L'article L.563-3 du code de l'environnement et le décret 2005-233 du 14 mars 2005 fixent au maire des obligations de mise en place et de recensement des repères de crues sur le territoire de la commune.

A l'occasion de l'élaboration du PLU, la connaissance apportée par ces repères de crue doit être prise en compte.

3.1.1.4 – Recommandations complémentaires de prise en compte des risques naturels

Les mesures suivantes méritent d'être envisagées dans le cadre du PLU, en complément de celles résultant de l'utilisation des documents cités aux articles précédents.

Limitation du ruissellement à la source

Le traitement de ce sujet par le SDAGE 2010-2015 dans sa disposition 8-03 est rappelé ci-dessous :

« En milieu urbain comme en milieu rural, toutes les mesures doivent être prises, notamment par les collectivités locales par le biais des documents et décisions d'urbanisme, pour limiter les ruissellements à la source, y compris dans des secteurs hors risques mais dont toute modification du fonctionnement pourrait aggraver le risque en amont ou en aval. Ces mesures doivent s'inscrire dans une démarche d'ensemble assise sur un diagnostic du fonctionnement des hydrosystèmes prenant en compte la totalité du bassin générateur du ruissellement, dont le territoire urbain vulnérable (« révélateur » car souvent situé en point bas) ne représente couramment qu'une petite partie.

Il s'agit, notamment au travers des documents d'urbanisme, de :

- limiter l'imperméabilisation des sols, favoriser l'infiltration des eaux dans les voiries et le recyclage des eaux de toiture ;
- maîtriser le débit et l'écoulement des eaux pluviales, notamment en limitant l'apport direct des eaux pluviales au réseau ;
- maintenir une couverture végétale suffisante et des zones tampons pour éviter l'érosion et l'aggravation des débits en période de crue ;
- privilégier des systèmes culturels limitant le ruissellement ;
- préserver les réseaux de fossés agricoles lorsqu'ils n'ont pas de vocation d'assèchement de milieux aquatiques et de zones humides, inscrire dans les documents d'urbanisme les éléments du paysage déterminants dans la maîtrise des écoulements, proscrire les opérations de drainage de part et d'autre des rivières... »

Gestion des rejets d'eaux

Les actions suivantes sont préconisées dans le cadre de l'établissement du zonage d'assainissement couvrant la commune, demandé par l'article L.2224-10 du code général des collectivités territoriales, zonage dont le règlement du PLU peut délimiter les zones conformément à l'article L.123-1-5 IV 2° du code de l'urbanisme :

– prise en compte de la présence d'aléas de glissements de terrain dans les études de filières de traitement des eaux usées servant à la délimitation des zones relevant de l'assainissement non collectif. Une infiltration est dans la plupart des cas un facteur d'aggravation de l'aléa glissement de terrain conduisant à l'impossibilité d'infiltrer les effluents dans les zones correspondantes ou en amont à proximité. Ceci conduit alors à interdire l'infiltration des effluents dans ces zones d'aléas ou en amont à proximité.

– élaboration d'un volet spécifique à l'assainissement pluvial et au ruissellement de surface urbain, avec prise en compte :

- d'une absence de recours à l'infiltration dans les secteurs où est identifié un aléa glissement de terrain et dans les secteurs proches situés en amont
- d'une limitation des débits des rejets dans le milieu naturel ou les réseaux par des dispositifs individuels ou collectifs de manière à ne pas augmenter le débit de pointe de la crue de référence (crue centennale à défaut de précision contraire apportée par un document risque).

Bande de recul le long des cours d'eau pour entretien et interventions

Le long de tous les cours d'eau, pour permettre l'entretien ou les interventions, maintien d'une bande

inconstructible et accessible aux intervenants concernés d'une largeur mesurée à partir du haut de la berge égale au minimum à 4 m et si possible à 6 m. Lorsque la présence d'un obstacle fixe l'exige pour permettre le passage des engins mécaniques, cette largeur doit être comptée à partir de cet obstacle. La distance de 6 m correspond à la valeur maximale prévue par l'article R.152-29 du code rural pour l'établissement d'une servitude de passage pour entretien des cours d'eau. La prendre en compte dans le PLU permet de conserver la possibilité d'établir une telle servitude en cas de besoin ultérieur.

Constructibilité dans la partie centrale des combes sèches (absence d'écoulement en dehors des phases de précipitations) :

Inconstructibilité d'une bande de 10 m de part et d'autre de l'axe de la combe.

Constructibilité en pied de versant :

En cas de connaissance d'un aléa glissement de terrain ou coulées boueuses dans un versant, inconstructibilité en aval du pied de ce versant d'une bande d'une largeur de 30 m à défaut de diagnostic spécifique précisant cette largeur.

3.1.1.5 – Études et réflexions complémentaires à mener par la commune

Gestion des boisements

La forêt et les boisements contribuent à lutter contre l'érosion des sols ; ils peuvent participer également à la lutte contre d'autres risques naturels (inondations, avalanche, ravinements et crues des torrents, chutes de pierres) ; leur développement et leur pérennité sur le long terme méritent d'être regardés sous cet angle. Pour cela, ainsi qu'en cas d'incendie de forêt, une desserte minimale est nécessaire.

Il est souhaitable de ce point de vue de classer dans le PLU en zones naturelles et forestières les forêts contribuant à réduire le risque pour des enjeux existants et de veiller à ce que le règlement de ces zones n'empêche pas la réalisation des voiries nécessaires à la gestion de la forêt.

Par ailleurs, si des besoins de futures voies de desserte pour la défense de l'incendie sont connus au moment de l'élaboration du PLU, il est recommandé que celui-ci les traduise sous forme d'emplacements réservés.

Réalisation d'une carte d'aléas

Vu l'insuffisance des éléments disponibles de connaissance des aléas sur la commune (hors inondation), la réalisation sous sa maîtrise d'ouvrage d'une carte des aléas est recommandée à la commune pour lui permettre d'exercer correctement sa responsabilité de prise en compte des risques naturels dans le PLU.

Ce document prend en compte l'historique et les détails de terrain permettant une connaissance précise des aléas naturels.

Lorsque des ouvrages de protection ont un effet de suppression ou de réduction d'un aléa, il convient de disposer, en complément à la cartographie de base des aléas sans prise en compte de ces ouvrages, d'une deuxième cartographie localisant ces ouvrages et montrant leur impact sur les aléas.

Réalisation d'une expertise des distances de recul à respecter le long des cours d'eau

À défaut d'éléments sur ce point, fournis par les documents cités aux articles précédents, la commune devra commander dans le cadre de l'élaboration de son PLU une expertise spécifique définissant par tronçon de cours d'eau les largeurs des bandes de sécurité dans lesquelles aucune construction ni remblai ne doivent être autorisés pour des raisons autres que l'entretien et les interventions, besoin traité au 3.1.1.4.

En présence de digues, l'expertise prendra la forme d'une étude de danger similaire à celles réclamées par le décret n° 2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques, sauf pour le Rhône pour lequel les distances de recul prévues par la doctrine de juillet 2006 seront appliquées.

3.1.1.6 – Information sur la politique publique de prévention des risques naturels

Les éléments ci-dessous ne concernent pas directement le contenu du PLU ou son élaboration. Ils permettent d'accéder à une meilleure connaissance du contexte d'actions de prévention des risques naturels internes ou externes à la commune dans lequel s'inscrit le PLU.

Rappel des principaux textes réglementaires relatifs à la prévention des risques naturels

- élaboration et mise en œuvre des PPRN : articles L.562-1 à L.562-9 et R.562-1 à R.562-10.2 du code de l'environnement
- prise en compte des risques spécifiques aux zones de montagne : article L.563-2 du code de l'environnement
- repères de crue : articles R.563-11 à R.563-15 du code de l'environnement
- évaluation et gestion des risques d'inondation : articles L.566-1 à L.566-13 et R.566-1 à R.566-18 du code de l'environnement
- compatibilité PLU – plan de gestion du risque inondation : articles L.111-1-1 et L.123-1-10 du code de l'urbanisme
- plan communal de sauvegarde : article L.731-3 du code de la sécurité intérieure et décret n°2005-1156 du 13 septembre 2005
- information préventive sur les risques naturels majeurs : articles L.125-2 et R.125-9 à R.125-22 du code de l'environnement
- information acquéreur locataire : articles L.125-5 et R.125-23 à 27 du code de l'environnement
- risque sismique : articles L.563-1, R.563-1 à 8 et D.563-8-1 du code de l'environnement

Risque sismique

L'article D.563-8-1 du code de l'environnement issu du nouveau zonage sismique du 22 octobre 2010 classe la commune de Saint Martin d'Hères en zone de sismicité 4.

Retrait-gonflement des argiles

Le BRGM a établi en juillet 2009 pour le compte du ministère en charge des risques naturels une cartographie de l'aléa retrait-gonflement des sols argileux dans le département de l'Isère.

La prise en compte de précautions adéquates par les projets permettent de les protéger contre les dégradations pouvant être causées par ce phénomène.

Utilisation de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme en application du droit des sols

En l'absence de documents opposables ou si les contraintes imposées par ces documents n'apparaissent pas suffisantes, l'article R.111-2 du code de l'urbanisme permet au maire de refuser ou de n'accepter un projet que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations.

Plan communal de sauvegarde

L'existence d'un PPRN ou d'un document ayant valeur de PPRN cité au 3.1.1.2-1 ci-dessus impose que le maire de la commune réalise un plan communal de sauvegarde dans les 2 ans à compter de l'approbation de ce document.

Dossier d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM)

A la charge de la commune, ce dossier reprend les informations transmises par le préfet en application de l'article R.125-11 du code de l'environnement et rappelle à la population les mesures arrêtées dans la commune en cas d'alerte et l'organisation des secours.

Il fait partie intégrante du plan communal de sauvegarde (PCS) lorsque celui-ci est obligatoire.

Information des acquéreurs et locataires

Arrêté préfectoral pris le 22 octobre 2013.

Risque de feux de forêts

Les services de l'État ont achevé en avril 2005 un « Atlas départemental du risque feux de forêts ».

Suite à cette démarche, 5 massifs forestiers présentant un aléa moyen à fort à proximité de zones à enjeux forts (urbanisation, zones d'activité, infrastructure) ont été classés à risques au titre de l'article L.132-1 du code forestier par 5 arrêtés préfectoraux en date du 2 juillet 2007.

Les massifs forestiers classés sont les suivants :

- rebord occidental de la Chartreuse
- rebord sud de la Chartreuse
- rebord oriental de la Chartreuse
- rebord du Vercors-Cluse de Voreppe
- rebord du Vercors-Sud de l'agglomération grenobloise.

L'arrêté préfectoral n°2013-02-0015 du 12 avril 2013 précise pour les communes classées les modalités de l'obligation légale de débroussaillage.

L'ensemble de ces éléments a été repris dans le plan départemental de protection des forêts contre l'incendie approuvé par l'arrêté préfectoral n° 23013-147-018 du 27 mai 2013 pour une période de 7 ans.

Gestion des « digues » de protection contre les inondations

Le décret n° 2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques (barrages et digues) définit des obligations de gestion et d'entretien des digues de protection contre les inondations en fonction de leur hauteur et de l'importance de la population protégée. Pour les ouvrages existants excédant 1 m de hauteur protégeant plus de 10 personnes, il impose un diagnostic de sécurité et une étude de danger qui permettent de savoir s'ils sont conformes aux règles de l'art ou s'il est nécessaire de les conforter ou modifier.

3.1.2 - Risques technologiques

3.1.2.1 – Prise en compte dans le PLU

Les risques technologiques doivent être pris en compte dans les PLU, et traités dans les différentes pièces le composant :

Le rapport de présentation

Il expose le diagnostic du territoire et l'état initial de l'environnement, notamment sous l'angle des risques technologiques. Il expose également les motifs de la délimitation des zones, des règles applicables et des orientations d'aménagement et de programmation au regard de ces mêmes risques technologiques.

Le projet d'aménagement et de développement durables

Le projet d'aménagement et de développement durables définit les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement et d'urbanisme, en prenant en compte les risques technologiques.

Les orientations d'aménagement et de programmation

Les orientations d'aménagement peuvent en cohérence avec le PADD préciser les conditions d'aménagement de certains secteurs ou quartiers appelés à connaître un développement significatif ou une restructuration particulière.

Elles doivent, en conséquence, prendre en compte les risques technologiques.

Le règlement graphique

L'article R.123-11 b) du code de l'urbanisme prévoit que « Les documents graphiques du règlement font apparaître s'il y a lieu les secteurs où l'existence de risques technologiques justifient que soient interdites ou soumises à des conditions spéciales les constructions et installations de toute nature, permanentes ou non, les plantations, dépôts, affouillements, forages et exhaussements de sols ».

En application de cet article, il convient de distinguer les secteurs inconstructibles, constructibles avec respect de prescriptions et ceux sans contrainte d'urbanisme au vu des risques technologiques présents.

Les solutions d'affichage proposées pour les risques naturels par le « guide de prise en compte des risques naturels dans les documents d'urbanisme » sont transposables aux risques technologiques. Dans les cas de présence simultanée de risques naturels et de risques technologiques, il peut être utile pour la lisibilité des documents graphiques du règlement qu'ils prennent la forme de 3 plans complémentaires (1 plan général, 1 plan détaillant l'aspect risques naturels, 1 plan détaillant l'aspect risques technologiques).

Le règlement écrit

L'article L.123-1-5 du code de l'urbanisme précise que le règlement fixe, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs mentionnés à l'article L. 121-1, qui peuvent notamment comporter l'interdiction de construire.

Le règlement ne doit impérativement instaurer que des règles d'urbanisme. Toute règle d'une autre nature, notamment de construction y est proscrite.

3.1.2.2 – Éléments de connaissance des risques technologiques par l'État à prendre en compte dans le PLU

Dossier départemental sur les risques majeurs (DDRM) approuvé par arrêté préfectoral du 2 février 2012. Ce document traite de tous les sous-thèmes abordés ci-dessous.

Les risques technologiques feront éventuellement l'objet d'un PAC complémentaire à partir des informations que nous transmettra la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes (DREAL)-UT38. Vous trouverez en annexe, le rapport de la DREAL établie en 2009, qui a fait l'objet d'un porter à connaissance le 18 janvier 2010 dans le cadre de la précédente procédure d'élaboration du PLU.

3.1.2.2 - 1 Risque industriel

Liste des établissements agro-alimentaires soumis à la réglementation relative aux ICPE présents sur la commune, fournie par la DDPP et jointe en annexe.

3.1.2.2 - 2 Transports de matières dangereuses

Canalisations

Une canalisation de transport de matière dangereuse **traverse** la commune de Saint Martin d'Hères (SPMR).

Une fiche méthodologique « *canalisations de transport de matières dangereuses* » existe, se reporter au chapitre « guides de doctrine et de méthodologie » du présent porter à connaissance. Cette fiche fera prochainement l'objet d'une actualisation afin de tenir compte des nouvelles dispositions relatives à l'instauration de servitudes issues du décret du 2 mai 2012.

Itinéraires routiers

Néant

3.1.2.2 - 3 Ruptures de barrages

Le territoire de la commune est concerné par l'onde de submersion définie dans le cadre du plan particulier d'intervention (PPI) des barrages de Bissorte, Girotte, de Grand Maison, de Monteynard, de Notre Dame de Commiers, de Roselend, du Sautet et de Tignes. Le calcul de cette onde a été établi à partir de données relatives aux vallées concernées et dans l'hypothèse d'une rupture totale et instantanée du barrage entraînant la rupture totale des barrages aval sous l'effet de l'onde.

3.1.2.2 - 4 Sites et sols pollués

Pour les installations classées susceptibles de présenter une pollution des sols ou des eaux souterraines, la base de données « BASOL » recense l'ensemble des sites pollués ou potentiellement pollués appelant une action de l'administration.

Cette base de données, comportant la description du site et détaillant pour chaque site les actions engagées par l'État, est accessible sur Internet à l'adresse suivante :

<http://basol.developpement-durable.gouv.fr/>

Un site est recensé sur la commune de Saint Martin d'Hères : ZAC Portes du Grésivaudan

Par ailleurs, un inventaire régional historique des anciens sites industriels a été conduit et diffusé notamment aux collectivités locales en 1999. Pour leur grande majorité, ces sites n'ont pas encore conduit à une action de la part de l'administration.

Les sites ainsi recensés font l'objet de fiches consultables sur internet à l'adresse suivante :

<http://basias.brgm.fr>

Deux sites sont recensés sur la commune de Saint Martin d'Hères : la Compagnie Générale Electricité (Ateliers ARNOULD FAE) et ELF Distribution (Dépôt ELF).

3.2 Protection de l'environnement et du patrimoine naturel

3.2.1 Protection des sites et du milieu naturel

La loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature énonce dans son article 1 que sont d'intérêt général les objectifs suivants :

- la protection des **espaces naturels** et des **paysages**
- la préservation des **espèces animales** et **végétales**
- le maintien des **équilibres biologiques** auxquels ils participent
- la **protection des ressources naturelles** contre toutes les causes de dégradation qui les menacent.

L'ensemble des données réglementaires relevant du domaine de l'environnement sont mises à jour régulièrement. Elles sont consultables et téléchargeables sur le site internet de la DREAL Rhône-Alpes au lien suivant :

<http://www.rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr>

3.2.1.1 Directives « Habitats » et « Oiseaux » (Natura 2000)

Aucun site Natura 2000 n'est présent sur la commune.

3.2.1.2 Schéma de services collectifs des espaces naturels et ruraux

Le schéma de services collectifs des espaces naturels et ruraux approuvé par décret n° 2002-560 du 18 avril 2002 définit des enjeux stratégiques nationaux qui doivent dorénavant orienter les politiques publiques à mettre en œuvre, en particulier :

- la maîtrise de la péri urbanisation en optimisant l'espace urbain existant, en économisant les espaces agricoles et naturels et en soutenant une agriculture stable et multifonctionnelle
- la conservation des secteurs naturels des grandes vallées fluviales avec une gestion volontaire garantissant leurs rôles paysager, biologique et régulateur de crues
- la préservation des zones humides indispensables au maintien de la qualité de l'eau, de la biodiversité et des paysages
- la mise en place, dans le cadre européen, d'un réseau écologique destiné à assurer la préservation et la continuité entre des sites d'intérêts écologiques majeurs
- l'amélioration de la qualité de l'eau grâce à la mise en œuvre de pratiques respectueuses de l'environnement et la lutte contre la surexploitation des ressources
- la lutte contre la déprise agricole, notamment en zone de moyenne montagne, par le maintien de l'activité et de la population agricole
- la gestion durable du patrimoine prenant en compte , outre les services marchands, les dimensions environnementales et sociales.

3.2.1.3 Espaces boisés classés (EBC)

Une fiche méthodologique « *Les espaces boisés classés* » existe, se reporter au chapitre « guides de doctrine et de méthodologie ».

La révision du POS en PLU est aussi l'occasion d'un examen attentif des boisements existants ou d'une vérification générale et minutieuse des espaces boisés classés (EBC) sur le territoire communal.

Les secteurs à fort enjeu paysager, les zones inondables (fonds de vallées humides) et les corridors boisés qui constituent un élément de liaison paysagère entre des ensembles naturels ou urbains, doivent être classés en EBC, sans oublier les bosquets, haies, plantations d'alignement, sujets d'exception ... constituant des éléments paysagers, environnementaux ou patrimoniaux remarquables.

Pour ces secteurs à protéger, l'article L 123-1-5 III 2° du code de l'urbanisme peut également être utilisé avec une délimitation assortie de prescriptions qui sont, pour les espaces boisés, celles des EBC (dernière modification loi AAAF du L123-1-5 III 2°).

La gestion des boisements dans les espaces endigués doit faire l'objet d'un examen au cas par cas (voir notamment le courrier de l'association départementale Isère Drac Romanche en annexe).

A l'inverse, il est rappelé que le classement en zone naturelle est suffisant pour assurer la protection des forêts de vaste dimension (où le défrichement est soumis à autorisation), en particulier celles relevant du régime forestier ; la superposition de la trame espaces boisés classés (EBC) ne s'y justifie pas.

Enfin, l'examen des boisements peut entraîner une réduction de surface d'EBC préexistants. Dans ce cas, il conviendra d'en apporter la justification dans le rapport de présentation au regard des critères évoqués ci-dessus.

3.2.1.4 Zones naturelles d'intérêt écologique floristique et faunistique (ZNIEFF)

La loi paysage n° 93-24 du 8 janvier 1993, article 23, fait obligation à l'État de porter à la connaissance des collectivités locales dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme, les informations contenues dans les inventaires régionaux du patrimoine faunistique et floristique étudiés sous la responsabilité scientifique du muséum national d'histoire naturelle.

La version initiale de cet inventaire date de 1991. Sa version modernisée a été validée par le Conseil scientifique régional pour la protection de la nature le 7 juillet 2005 et le muséum d'histoire naturelle en 2010-2011.

Cet inventaire mettant en évidence la richesse écologique des secteurs recensés constitue un élément d'appréciation important pour la prise en compte des enjeux environnementaux dans la commune.

ZNIEFF de type 1

Les ZNIEFF de type 1 sont des sites particuliers généralement de taille réduite, qui présentent un intérêt spécifique et abritent des espèces animales ou végétales protégées bien identifiées. Ces sites ou zones correspondent donc à un enjeu de préservation des biotopes concernés.

ZNIEFF de type 2

Les ZNIEFF de type 2 sont des ensembles géographiques généralement importants, incluant souvent plusieurs ZNIEFF de type 1, et qui désignent un ensemble naturel étendu dont les équilibres généraux doivent être préservés. Cette notion d'équilibre n'exclut donc pas qu'une zone de type 2 fasse l'objet au titre de l'urbanisme de zonages de types divers sous réserve du respect des écosystèmes (et notamment des ZNIEFF de type 1 qu'elle inclut).

La commune est concernée par la ZNIEFF de type 2 n°3816 : « Zone fonctionnelle de la rivière Isère à l'aval de Meylan ».

3.2.1.5 Orientations régionales de gestion de la faune sauvage et d'amélioration de la qualité de ses habitats (ORGFH Rhône-Alpes)

Le rapport final des « Orientations régionales de gestion de la faune sauvage et de ses habitats », fruit d'une réflexion entre État, conseils généraux, fédérations de chasseurs, représentants des milieux agricoles, associations de protection de la nature et milieux scientifiques, a été approuvé par arrêté du préfet de région le 30 juillet 2004. Il sert de cadre de référence à tous les acteurs concernés pour mieux concilier patrimoine naturel et activités de l'homme. Ses orientations sont mises en œuvre concrètement au travers de schémas départementaux. Comme les ZNIEFF, ces documents sont destinés à être consultés et pris en compte par les décideurs locaux.

3.2.1.6 Zones humides

Une fiche méthodologique « *Prise en compte des zones humides* » existe, se reporter au chapitre « guides de doctrine et de méthodologie ».

Je vous ai adressé un courrier portant sur l'inventaire des zones humides de l'Isère le 1^{er} septembre 2014 (joint en annexe).

Il est nécessaire de préserver les zones humides en fonction des enjeux de patrimoine écologique et de gestion équilibrée des ressources en eau (rôle positif sur la qualité des eaux, sur la régulation quantitative par la rétention des eaux de ruissellement et l'écêtement des crues, et par le soutien des étiages). Les zones humides sont définies par le code de l'environnement comme terrains exploités ou non habituellement gorgés d'eau de façon permanente ou temporaire ; la végétation quand elle existe, y est dominée par des espèces hygrophiles au moins une partie de l'année. L'arrêté ministériel du 24 juin 2008 précise cette définition.

Le PLU doit être compatible avec le SCOT, qui doit être compatible avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée. En l'absence de SCOT, le PLU doit être compatible avec le SDAGE. Cette compatibilité suppose en particulier de réaliser dans les études environnementales des PLU, un recensement des zones humides (avec leur aspect fonctionnel) et des corridors boisés le long des cours d'eau.

Un inventaire départemental des principales zones humides a été achevé en 2008 sous l'égide du Conservatoire des espaces naturels de l'Isère (Avenir) avec le soutien de l'Agence de l'eau Rhône-méditerranée-Corse, du Conseil général de l'Isère et du Conseil régional Rhône-Alpes. Cet inventaire n'intégrant initialement que les zones humides de plus de 1 ha, est progressivement actualisé avec des zones humides de taille inférieure. Il doit être affiné au niveau du territoire communal.

Les zones humides devront être protégées de toute urbanisation, de l'exhaussement ou de l'affouillement.

En effet, les dispositions de la loi Grenelle 2 ont élargi le champ des thèmes que doit obligatoirement traiter le plan local d'urbanisme. Il s'agit notamment des dispositions de l'article L 121-1 du code de l'urbanisme qui imposent aux plans locaux d'urbanisme « de déterminer les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable » (...) 3° « la préservation de la qualité (...), de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, (...) ».

Les zones humides constituent des « écosystèmes » que le PLU doit identifier obligatoirement, sous peine d'erreur manifeste d'appréciation, à partir d'un diagnostic environnemental étayé portant notamment sur les espaces à ouvrir à l'urbanisation, en particulier sur les zones AU, et leur impact sur la zone humide considérée.

Une fois ces zones identifiées, le PLU doit veiller à en assurer la préservation ou la remise en bon état en ayant recours à ses différents outils réglementaires.

Par ailleurs, une urbanisation de leur aire d'alimentation en eau peut entraîner de manière directe ou indirecte leur destruction. Après évaluation de l'impact de cette urbanisation, il y a lieu de la soumettre à des conditions de gestion des eaux alimentant ces zones humides.

En application de l'article L 123-5 du code de l'urbanisme, il faut rappeler que le règlement et ses documents graphiques du PLU « sont opposables à toute personne publique ou privée pour l'exécution de tous travaux, constructions, plantations, affouillements ou exhaussements des sols, pour la création des lotissements et l'ouverture des installations classées appartenant aux catégories déterminées par le plan ». Ainsi, le fait que les travaux ou installations soient exclus du champ d'application des autorisations d'urbanisme (par exemple un affouillement ou exhaussement de moins de 2 mètres et une surface de moins de 100 m² de terrain - R 421-23) ne les dispense pas de respecter les règles du PLU. Dans ce cas, cette violation constitue une infraction pénale que l'article L 160-1 permet de poursuivre devant le juge correctionnel.

Pour tenir compte de l'intérêt écologique de ces secteurs, il conviendra de les classer en zone N ou A spécifique et d'en rapporter les principales caractéristiques dans le rapport de présentation.

La protection pourra également prendre la forme soit :

- d'espaces boisés classés (EBC)
- de délimitations assorties de prescriptions par application de l'article L 123-1-5 III 2° du code de l'urbanisme ; à noter que tous travaux ayant pour effet de détruire cet élément identifié du paysage doivent faire l'objet d'une déclaration préalable (article R 421-23h du code de l'urbanisme).

Pour les sites les plus remarquables, la commune est vivement incitée à engager une réflexion en vue de classement en espace naturel sensible, ou de protection réglementaire (arrêté de biotope...).

3.2.2 Gestion des ressources en eau et prévention des pollutions et des nuisances

La politique de l'eau est fondée sur un principe d'approche globale (ou intégrée) tenant compte des équilibres physiques, chimiques et biologiques des écosystèmes : eaux superficielles et souterraines, quantité et qualité, mise en œuvre sur un territoire adapté à la gestion des ressources en eaux : le bassin hydrographique.

L'article L 210-1 du code de l'environnement stipule :

« L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général. Dans le cadre des lois et règlements ainsi que des droits antérieurement établis, l'usage de l'eau appartient à tous et chaque personne physique, pour son alimentation et son hygiène, a le droit d'accéder à l'eau potable dans des conditions économiquement acceptables par tous. Les coûts liés à l'utilisation de l'eau, y compris les coûts pour l'environnement et les ressources elles-mêmes, sont supportés par les utilisateurs en tenant compte des conséquences sociales, environnementales et économiques ainsi que des conditions géographiques et climatiques ».

3.2.2.1 Gestion intégrée des eaux superficielles et souterraines, et des écosystèmes aquatiques

La directive cadre sur l'eau (DCE) du 23 octobre 2000 impose de maintenir ou recouvrer un bon état des milieux aquatiques d'ici à 2015. Pour mener à bien ces objectifs, la directive demande la mise en place d'un plan de gestion, intégré pour la France au schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) de chaque bassin hydrographique.

Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE)

Document de planification dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques, le SDAGE constitue au niveau du grand bassin hydrographique un outil de gestion prospective et de cohérence. Il réalise un état des lieux prospectif du bassin, et fixe les objectifs à atteindre pour les masses d'eau, conformément à la DCE. Il liste en outre les orientations fondamentales et les dispositions associées afin d'atteindre les objectifs.

Le SDAGE 2010-2015 du bassin Rhône-Méditerranée approuvé par le préfet coordonnateur de bassin le 20 novembre 2009 (JO du 17 décembre 2009) est opposable à l'État, aux collectivités locales et aux établissements publics.

Il fixe 8 orientations fondamentales pour une gestion équilibrée de l'eau et des milieux aquatiques :

- privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité
- concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques
- intégrer les dimensions sociales et économiques dans la mise en œuvre des objectifs environnementaux
- organiser la synergie des acteurs pour la mise en œuvre de véritables projets territoriaux de développement durable
- lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé
- préserver et re-développer les fonctionnalités naturelles des bassins et des milieux aquatiques
- atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir
- gérer les risques d'inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des cours d'eau.

Conformément au code de l'urbanisme, le SCOT doit être compatible avec les orientations fondamentales définies par le SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée et le PLU doit être compatible avec le SCOT. Sur ces bases, les documents d'urbanisme (SCOT, PLU, cartes communales) doivent permettre de maîtriser :

- la satisfaction des différents usages de l'eau avec une priorité à l'eau potable (disponibilité de la ressource en eau superficielle ou souterraine, préservation des aquifères stratégiques identifiés par le SDAGE, existence ou non des réseaux d'adduction d'eau, rendements,...)
- les rejets ponctuels ou diffus et leurs impacts sur la qualité du milieu récepteur
- le risque inondation et la gestion des eaux pluviales (tant vis-à-vis de son impact du point de vue du risque inondation que du risque de pollution)
- l'artificialisation des milieux et la préservation des milieux aquatiques et des zones humides.

Un guide « SDAGE et urbanisme » est téléchargeable sur le site ci-dessous :

<http://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/gestion/dce/sdage2009-docs-techniques.php>

Le projet de SDAGE 2016-2021 est actuellement en cours d'élaboration (consultation du public du 19 décembre 2014 au 18 juin 2015). Il convient de tenir compte des orientations de ce projet dans l'élaboration de votre document.

Contrats de milieu

Démarche de gestion concertée portée sur un territoire cohérent, les contrats de milieu déclinent un programme d'actions et de travaux dans les domaines de la lutte contre la pollution en vue de la restauration de la qualité des eaux superficielles et souterraines, de la prévention contre les inondations et de la protection contre les risques, de la restauration, de la renaturation, de l'entretien et de la gestion des milieux aquatiques et de l'amélioration de la gestion quantitative de la ressource.

Leurs actions peuvent donc avoir une incidence sur les zonages des documents d'urbanisme, les dispositions des documents d'urbanisme ne devant pas en contrepartie obérer la réalisation des actions du contrat de milieu.

La commune fait partie du contrat de milieu du Grésivaudan qui est en cours d'élaboration.

Qualité des eaux et préservation de la ressource

- Qualité des eaux superficielles et souterraines

Le SDAGE Rhône Méditerranée fixe les objectifs d'état à atteindre pour les masses d'eau. Il convient de s'y référer.

- Entretien des cours d'eau

Il conviendra que la commune fasse apparaître la servitude de passage le long des cours d'eau de 4 mètres à partir du sommet du talus de berge, instaurée par arrêté préfectoral n° 70-2772 du 9 avril 1970. Le maintien d'une telle bande est nécessaire pour permettre de remplir l'obligation d'entretien du lit et des berges des cours d'eau qui incombe aux riverains et limiter les risques éventuels d'instabilité des berges.

3.2.2.2 Eau potable et protection des captages

En application de l'article L 1321-2 du code de la santé publique et de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, tous les points superficiels ou souterrains d'eau destinée à la consommation des collectivités humaines doivent faire l'objet d'une autorisation de prélèvement et d'institution des périmètres de protections dans lesquels certaines activités sont interdites ou réglementées. Cette procédure devait être menée dans un délai de 5 ans suivant la publication de la loi sur l'eau.

Assurer en permanence une alimentation des populations en eau de qualité

L'objectif principal de délivrer en permanence une eau d'excellente qualité à tous les usagers constitue un enjeu majeur auquel la collectivité devra répondre pour accompagner sa politique de développement.

La satisfaction de cet objectif passe par le renforcement de la sécurité de l'alimentation en eau au moyen d'interconnexions et/ou de diversifications des sources d'alimentation en eau.

Le PLU devra donc analyser et prendre en compte les capacités d'alimentation en eau potable de la commune, les déficits en période d'étiage, les secours intercommunaux à envisager, les sensibilités des ouvrages aux pollutions chroniques ou accidentelles et les recherches d'eau à envisager pour les besoins futurs.

Protection des captages publics destinés à l'alimentation humaine

Il n'y a pas de captage public destiné à l'alimentation humaine concernant le territoire de Saint Martin d'Hères.

3.2.2.3 Gestion des ressources hydrauliques de défense incendie

Le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de l'Isère souhaite attirer l'attention de la commune sur la nécessité de disposer d'une défense extérieure contre l'incendie adaptée à l'évolution de l'urbanisme et des activités industrielles. Vous trouverez en annexe un courrier détaillé du SDIS.

3.2.2.4 Assainissement

Généralités

Conformément à l'article L 2224-8 du code général des collectivités territoriales, l'assainissement collectif constitue une compétence obligatoire des communes ainsi que le contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Les dispositions relatives à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées sont définies dans les articles R 2224-6 et suivants du code général des collectivités territoriales et les arrêtés interministériels des 22 juin 2007 et 7 septembre 2009.

Les orientations d'aménagement du territoire qui seront étudiées dans le cadre de l'élaboration du PLU devront prendre en compte les conséquences des choix d'urbanisation en matière d'assainissement.

En application de la directive eaux résiduaires urbaines (ERU), sur l'ensemble du territoire, il devait être apporté avant fin 2005 une réponse en matière d'assainissement respectant les normes en vigueur, appropriée aux spécificités des collectivités, qu'il s'agisse d'assainissement collectif ou d'assainissement non collectif. Ces normes doivent être établies par référence à l'objectif de qualité des eaux et dans la perspective de « bon état écologique » introduit par la directive cadre sur l'eau (DCE) et précisé par le SDAGE.

Le PLU devra réaffirmer cette obligation en s'intéressant plus particulièrement aux zones nouvelles de développement pour lesquelles la faisabilité d'une solution technique adaptée au projet et au milieu devra être assurée.

Le règlement du PLU devra préciser que dans les zones classées en U et zonées en assainissement collectif dans le zonage d'assainissement, le raccordement des constructions au réseau d'assainissement collectif est obligatoire.

En ce qui concerne la prise en compte de l'assainissement dans votre document d'urbanisme, je vous ai adressé par courrier du 2 avril 2012, les informations attendues en matière d'assainissement dans les différents documents du PLU (joint en annexe).

Compétences et planification (zonage)

La compétence assainissement a été transférée en totalité à Grenoble-Alpes Métropole.

La commune possède un zonage d'assainissement ayant fait l'objet d'une enquête publique en 2010. Il convient cependant de prévoir une mise à jour du zonage d'assainissement.

Il conviendra donc de s'assurer de la compatibilité des choix d'urbanisme que la collectivité arrêtera avec les décisions prises au niveau du zonage d'assainissement (qui devra être intégré au document d'urbanisme et si nécessaire, modifié en conséquence et soumis à enquête publique conjointement).

La faisabilité de l'assainissement devra être démontrée sur chaque secteur susceptible d'être ouvert à l'urbanisation. Les risques devront être pris en compte.

Assainissement non collectif

Il est souhaitable pour l'ensemble des zones délimitées en assainissement non collectif par le zonage d'assainissement, que le règlement stipule que les dispositifs d'assainissement non collectif doivent être conformes à la réglementation en vigueur : arrêtés interministériels du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012 (installations inférieures ou égales à 20 équivalents habitants - EH) et du 22 juin 2007 (installations de plus de 20 équivalents habitants).

Assainissement collectif

La commune de Saint Martin d'Hères est, en partie, incluse dans l'agglomération d'assainissement dénommée Aquapôle.

Les eaux usées collectées sont traitées sur la station d'épuration de Grenoble, de type « biofiltration », mise en service en 1988 et 2004 et dimensionnée pour 433 333EH. Cette station reçoit chroniquement des charges excédant sa capacité nominale. Cet ouvrage fonctionne désormais à sa capacité nominale et est en surcharge hydraulique.

Le réseau d'assainissement de l'agglomération d'assainissement draine des eaux claires parasites en grande quantité.

Il conviendra de s'assurer que le système d'assainissement puisse recevoir et traiter les effluents supplémentaires engendrés par le développement de l'urbanisation.

La collecte des nouvelles zones urbanisables devra être strictement séparative.

3.2.2.5 Gestion des eaux pluviales

La maîtrise des eaux pluviales, objectif inscrit en tant que responsabilité des communes par le code général des collectivités territoriales et rappelé par la loi sur l'eau de 1992, constitue une préoccupation à intégrer dans les choix de développement urbains, tant pour la gestion des risques d'inondation par ruissellement urbain, que pour la prévention des pollutions. Les modalités de traitement et d'évacuation des eaux pluviales doivent tenir compte du milieu récepteur et s'appuyer sur des réseaux de collecte suffisamment dimensionnés, intégrer des dispositifs d'écroulement limitant en particulier les effets des imperméabilisations, et prévenir l'entraînement des flux polluants chroniques et accidentels pour la protection des eaux superficielles comme des nappes. La faisabilité de certains types d'aménagement urbain doit tout particulièrement être examinée en fonction de la sensibilité de cette dernière (cf. paragraphe Gestion intégrée des eaux).

3.2.2.6 Gestion des déchets

Les articles L 541-1 à L 541-50 du code de l'environnement imposent notamment la prise en compte, par la réglementation des installations classées, des objectifs sur les déchets et sur la récupération des matériaux. Les dispositions du code de l'environnement ont pour objet de prévenir ou réduire la production et la nocivité des déchets, d'organiser leur transport, de valoriser les déchets par réemploi ou recyclage, d'assurer l'information du public

Gestion des déchets ménagers et déchets non dangereux

L'article L.541-14 du code de l'environnement prévoit l'instauration d'un plan départemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux.

Le dernier plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés et son rapport environnemental ont été approuvés par délibération du Conseil général de l'Isère n° 2008-7884 du 13 juin 2008.

Gestion des déchets du BTP

Le Code de l'environnement donne responsabilité au Conseil général d'élaborer un plan de prévention et de gestion des déchets du BTP (bâtiment et travaux publics) et un rapport environnemental.

Ce document a pour objet la gestion des déchets du BTP et fixe un cadre pour la prévention et la gestion de ceux-ci aux échéances de 6 et 12 ans, en concertation avec les partenaires (collectivités locales, services de l'État, fédérations de professionnels, chambres consulaires et associations). Il doit permettre de faire évoluer

les pratiques de chacun pour aboutir à une gestion rationnelle et réglementaire des déchets. Il évalue le gisement de déchets produit par la filière du BTP et détermine le réseau départemental d'installations de regroupement, de tri, de recyclage et de stockage des déchets nécessaire pour éliminer le gisement de déchets produit en Isère.

Le plan départemental de prévention et de gestion des déchets du BTP de l'Isère est en cours d'élaboration. L'enquête publique a eu lieu en février 2015.

Le projet est téléchargeable à l'adresse suivante :

<https://www.isere.fr/environnement/reduire-dechets/enquete-dechets-btp/>

La précédente version de ce document, élaborée par l'État, a été approuvée le 26 mai 2004. Il avait pour objectifs :

- d'assurer le respect de la réglementation en luttant contre les décharges sauvages
- d'organiser un réseau de collecte, de tri et d'élimination répondant aux besoins des professionnels et géographiquement équilibré
- de participer au principe de réduction à la source des déchets
- de réduire la mise en décharge en participant à l'effort global de valorisation et de recyclage des déchets du BTP
- de permettre l'utilisation de matériaux recyclés pour assurer des débouchés pérennes à l'industrie du recyclage et d'économiser des matériaux non renouvelables
- d'impliquer les maîtres d'ouvrage publics dans l'élimination des déchets qui sont générés par la réalisation de leurs commandes.

Il est téléchargeable sur le site internet du conseil général de l'Isère :

<https://www.isere.fr/Documents/Plan-de-gestion-des-dechets-orientation.pdf>

Charte de bonne gestion des déchets du BTP en Isère

Signée le 26 octobre 2005 par tous les acteurs économiques de la filière du BTP et les institutionnels, la présente charte vient formaliser les engagements respectifs et les moyens de suivi de chacun des acteurs du BTP, ainsi que les partenariats mis en œuvre, pour faire vivre le plan de gestion départementale des déchets du BTP de l'Isère, et atteindre les objectifs communs d'amélioration de la gestion des déchets du BTP.

Dans son article 3, les collectivités territoriales ou leur groupement, représentés par l'association des maires de l'Isère, se sont engagés notamment à :

- lutter contre les dépôts sauvages
- permettre dans les plans locaux d'urbanisme et les SCOT, en secteur adapté, les installations de recyclage et de stockage provisoire ou ultime de déchets
- soutenir ou initier la création de centres de stockage de matériaux inertes communaux, intercommunaux ou privés
- soutenir ou initier la création de plates-formes de tri et de recyclage des déchets inertes.

Installations de stockage de déchets inertes – ISDI - (article L 541-30-1 du code de l'environnement)

Avec la réglementation relative aux installations de stockage de déchets inertes, les anciens centres de stockage d'inertes (classe III), plus ou moins réglementés disparaissent. Ils sont remplacés par des installations autorisées par un arrêté préfectoral qui définit les déchets admissibles, les conditions d'exploitation et de remise en état de l'installation.

Avec ce nouveau régime d'autorisation, toutes les dispositions sont prises pour prévenir les inconvénients susceptibles d'être entraînés par l'exploitation de l'installation, ainsi que les mesures éventuellement nécessaires pour assurer la protection de la santé et de l'environnement.

Déchets inertes admissibles en ISDI

Les déchets inertes ne subissent aucune modification physique en cas de stockage, ne brûlent pas, ne se décomposent pas, ne sont pas dangereux pour l'environnement: emballages en verre, déchets de construction

et de démolition (bétons, briques, tuiles et céramiques, verre), mélanges bitumineux (uniquement après réalisation d'un test permettant de s'assurer de l'absence de goudron), terres et pierres (y compris déblais), et éventuellement l'amiante lié aux matériaux inertes (amiante-ciment) uniquement stocké dans des alvéoles spéciales.

Il est important que le PLU n'exclue pas la possibilité et même autorise, dans les secteurs favorables (par exemple anciennes carrières), la création de ces installations.

3.2.2.7 Nuisances sonores

Un ensemble de mesures législatives et réglementaires a été mis en place depuis 1978 en vue de limiter les nuisances du bruit sur la vie quotidienne.

Les dispositions de la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, notamment celles relatives à la prévention des nuisances sonores des infrastructures de transports terrestres et des aéroports, ont été intégrées dans le code de l'environnement.

Bruit au voisinage des infrastructures de transports terrestres (autoroutes, routes, voies ferrées)

La loi sur le bruit du 31 décembre 1992 a posé le principe de la prise en compte des nuisances sonores pour la construction de bâtiments à proximité des infrastructures de transport terrestre.

L'article L 571-10 du code de l'environnement a prévu un recensement et un classement des infrastructures de transports terrestres en fonction de leurs caractéristiques sonores et du trafic.

Les articles R 571-32 à R 571-43 du code de l'environnement et l'arrêté du 30 mai 1996 définissent les modalités du classement sonore des voies bruyantes ainsi que ses répercussions dans les documents d'urbanisme et dans le code de la construction et de l'habitat.

Sont classées à l'horizon 2030, les voies routières écoulant un trafic supérieur à 5000 véhicules/jour en moyenne annuelle, les voies ferrées supportant un trafic journalier de 50 trains (voies interurbaines) ou 100 trains (voies urbaines) ainsi que les lignes de transports en commun en site propre écoulant un trafic de 100 autobus ou tramway par jour.

Par ailleurs, les voiries nouvelles ou celles qui font l'objet d'une modification significative (supérieure à 2 dB(a)) doivent également faire l'objet d'un classement sonore.

Le classement sonore des infrastructures de transport terrestre de l'Isère a fait l'objet d'une révision par arrêté préfectoral n° 2011-322-0005 en date du 18 novembre 2011. Il concerne 315 communes.

Lors du premier classement sonore des voies en 1999, un arrêté avait été pris pour chaque commune concernée. Cela représentait plus de 300 arrêtés. En 2011, un seul arrêté préfectoral approuve le classement sonore du département de l'Isère, avec deux annexes : l'une synthétise les données par voie, l'autre par commune.

L'arrêté portant révision du classement sonore, la cartographie ainsi que les tableaux listant les voies et les communes concernées sont consultables sur le site internet de l'État en Isère :

<http://www.isere.pref.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Bruit>

Le territoire de la commune de Saint Martin d'Hères est concerné par l'arrêté préfectoral n° 2011-322-0005 du 18 novembre 2011 et par l'arrêté préfectoral n°2014147-0026 du 27 mai 2014 dont la commune a été destinataire.

Par ailleurs, il convient de vérifier que les voies, situées sur les communes voisines mais qui limitent la commune de Saint Martin d'Hères, ne génèrent pas de zones de bruit sur certains secteurs de votre territoire.

En effet, pour les infrastructures de catégorie 3 par exemple, la largeur des secteurs affectés par le bruit est de 100 m de part et d'autre des axes.

Les secteurs affectés par le bruit au voisinage de ces voies doivent être reportés sur le règlement graphique du plan local d'urbanisme et figurer dans les annexes avec l'arrêté préfectoral, les extraits des annexes concernant la commune de Saint Martin d'Hères ainsi que les prescriptions d'isolement acoustique applicables dans ces secteurs.

Recommandations

Le PLU est l'occasion de travailler en amont sur la problématique du bruit tant pour ce qui concerne l'exposition des populations au bruit des infrastructures de transport routier, ferroviaire et aériens que pour les bruits de voisinage produits par la proximité d'habitations vis-à-vis des activités économiques ou de loisirs.

En effet, le développement du parc automobile et de la mobilité d'une part et le taux de croissance élevé du transport routier de marchandises d'autre part, ont entraîné, au cours des dernières décennies, une forte augmentation du niveau de bruit produit par les infrastructures de transport.

Dans le même temps, on a observé une prise en compte insuffisante des problèmes de nuisances sonores dans les documents d'urbanisme et le développement de zones d'habitat ou la construction de bâtiments sensibles au bruit (établissements d'enseignement, établissements sanitaires et sociaux...) à proximité des infrastructures de transport terrestres et des installations bruyantes (zones industrielles, élevages, ateliers d'artisans, commerces, salles des fêtes communales ...).

Parallèlement, la population manifeste une insatisfaction de plus en plus marquée quant à son environnement sonore, et la demande sociale en matière d'amélioration de la qualité de la vie s'exprime fortement dans le sens d'une réduction des nuisances sonores.

Le PLU doit donc proposer une réponse à cette demande en vue d'assurer le développement harmonieux des principales fonctions urbaines (déplacements, activités, habitat) en préservant la qualité de l'environnement sonore des espaces de détente et de loisirs, des zones d'habitat, des locaux scolaires et des établissements sanitaires et sociaux.

Si l'analyse de l'état initial de l'environnement sonore de la commune le justifie, le PLU devra déterminer les conditions permettant la réduction de l'exposition au bruit de la population.

Il devra également assurer la prévention des nuisances sonores en évitant de placer des zones d'habitation ou des bâtiments et équipements sensibles au bruit à proximité de sources de bruit. De même les activités bruyantes seront implantées en fonction du respect de la tranquillité des habitants.

Le guide « PLU et Bruit - La boîte à outils de l'aménageur » est disponible sur le site internet de l'État en Isère :

<http://www.isere.pref.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Bruit>

Par ailleurs, dans le cadre de l'application de la directive européenne relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement (Directive 2002/49/CE traduite en droit français dans les articles L 572-1 à L 572-11 du code de l'environnement), les grands axes de transports terrestres et l'agglomération grenobloise ont fait l'objet d'une cartographie du bruit stratégique. Cette cartographie consiste à modéliser puis à cartographier les courbes isophones espacées de 5 dB(A) (à partir de 50dB(A) la nuit et 55dB(A) le jour). Ces zones isophones ont permis de localiser les secteurs de dépassement des seuils réglementaires d'une part, ainsi que les « zones calmes » telles que définies à l'article L 572-6 du code de l'environnement d'autre part. Enfin, cette cartographie a débouché sur une estimation du nombre de personnes exposées au bruit par plages de valeurs 55-59, 60-64, 65-69, 70-74, supérieures à 75dB(A) de jour (indicateur Lden) et par plages de

valeurs 50-54, 55-59, 60-64, 65-69, supérieures à 70dB(A) de nuit (indicateur Ln), et également sur une superficie totale exposée à ces mêmes valeurs de niveau sonore.

La commune de Saint Martin d'Hères est concernée par cette cartographie pour les voies suivantes :

- RN 87 – Rocade Sud
- RD 1087
- Bd Dulcie September
- Avenue de Vignate

La commune de Saint Martin d'Hères est également concernée par la cartographie de l'agglomération grenobloise.

Conformément à la directive européenne citée plus haut, la cartographie de ces axes a permis la réalisation des plans de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) correspondants.

Toutes ces données pourront être prises en compte lors de l'élaboration de votre projet d'urbanisme afin de prévenir l'exposition des populations aux nuisances sonores excessives.

Les cartes et les PPBE sont consultables sur le site internet de l'État en Isère :

<http://www.isere.pref.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Bruit>

3.2.2.8 Prévention de la prolifération de l'ambrosie

La commune est dans une zone d'infestation notable par l'ambrosie. L'article 4 de l'arrêté préfectoral du 7 mars 2000 impose la prévention de la prolifération de l'ambrosie et son élimination sur toutes les terres rapportées et sur tout sol remué lors de chantiers de travaux. Cette prescription doit être reprise dans le PLU. La végétalisation des terres sera privilégiée comme méthode de lutte.

3.2.3 Paysage et patrimoine

3.2.3.1 Paysage et entrées de ville

La loi « Paysage » n° 93-24 du 8 janvier 1993 relative à la protection et mise en valeur des paysages est à l'origine de la prise en compte du paysage dans les documents d'urbanisme, ce principe est confirmé et précisé par la loi SRU du 13 décembre 2000 déjà citée.

La loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement a introduit l'article L 111-1-4 dans le code de l'urbanisme issu de l'amendement Dupont, visant à mieux maîtriser le développement urbain le long des voies routières les plus importantes. L'objectif est d'inciter les communes à promouvoir un urbanisme de qualité pour leurs entrées de ville souvent maltraitées faute d'une réflexion d'ensemble. Ainsi les communes sont invitées par cet article à lancer une réflexion préalable et globale sur l'aménagement futur aux abords des principaux axes routiers. Le projet urbain qui en résultera pourra édicter des règles d'urbanisme justifiées et motivées notamment au regard des nuisances, de la sécurité, et de la qualité architecturale, urbaine et paysagère routière. À défaut d'avoir mené et formalisé dans le document d'urbanisme une telle réflexion, des marges de recul s'imposent aux constructions et installations, selon la nature des voies classées à grande circulation. Des exceptions à ces règles d'inconstructibilité sont prévues.

Article L 111-1-4 (modifié en dernier lieu par la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) n°2014-366 du 24 mars 2014 (article 143) :

« En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation.

Cette interdiction s'applique également dans une bande de 75 mètres de part et d'autre des routes visées au dernier alinéa du III de l'article L 122-1-5 ⁸

Cette interdiction ne s'applique pas :

- aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières ;*
- aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières ;*
- aux bâtiments d'exploitation agricole ;*
- aux réseaux d'intérêt public.*

Elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes.

Le plan local d'urbanisme, ou un document d'urbanisme en tenant lieu, peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par le présent article lorsqu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.

Dans les communes dotées d'une carte communale, le conseil municipal peut, avec l'accord du préfet et après avis de la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites, fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par le présent article au vu d'une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.

Il peut être dérogé aux dispositions du présent article, avec l'accord du préfet, lorsque les contraintes géographiques ne permettent pas d'implanter les installations ou les constructions au-delà de la marge de recul prévue au premier alinéa, dès lors que l'intérêt que représente pour la commune l'installation ou la construction projetée motive la dérogation.. »

Sur le territoire de la commune, la protection des entrées de ville est applicable en bordure des infrastructures routières suivantes :

- route express et classée à grande circulation : **RN 87 (rocade Sud)**

De plus l'article L 121-1 du code de l'urbanisme relatif aux principes fondamentaux de l'urbanisme (modifié en dernier lieu par la loi ALUR) impose désormais aux PLU de déterminer « les conditions permettant d'assurer (...) la qualité urbaine et paysagère, notamment des entrées de ville ».

La mise à l'étude de votre PLU peut être l'occasion d'une réflexion plus ciblée sur le patrimoine paysager de la commune ; il vous appartient d'initier sa préservation et sa mise en valeur par l'utilisation à bon escient « des outils du PLU », comme les zones N, les espaces boisés classés ou les éléments structurants du paysage relevant de l'article L 123-1-5 III 2° du code de l'urbanisme.

3.2.3.2 Patrimoines bâtis, espaces protégés et paysages

La protection et la mise en valeur du patrimoine bâti, des sites et des paysages, la mise en valeur de la qualité architecturale des constructions nouvelles et leur insertion harmonieuse dans le milieu environnant se fondent sur les textes suivants :

⁸ Le document d'orientations et d'objectifs du SCOT peut étendre l'application de l'article L 111-1-4 à d'autres routes que celles mentionnées au premier alinéa de cet article.

- le code du patrimoine (L 621-1 à L 621-33 et L 622-1 à L 622-29) relatif à la protection des monuments historiques
- le code de l'environnement, relatif à la protection des sites naturels ou présentant un caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque (L 341-1 à L 341-22)
- le code de l'urbanisme (L 313-1 à L 313-2-1, L 313-4 à L 313-4-4, et L 313-5 à L 313-15) relatif à la restauration immobilière et aux secteurs sauvegardés
- le code du patrimoine (L 642-1 à L 642-10) instaurant à compter du 13 juillet 2010 les aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) qui se substitueront aux ZPPAUP dans un délai de 5 ans
- la loi n° 93-24 du 8 janvier 1993 et notamment son article 3

La qualité architecturale renvoie à l'article 1^{er} de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 qui stipule que « *la création architecturale, la qualité des constructions, leur insertion harmonieuse dans le milieu environnant, le respect des paysages naturels ou urbains, ainsi que du patrimoine sont d'intérêt public* ».

Les grandes entités paysagères du département sont bien identifiées et décrites à travers notamment les travaux réalisés par :

- le Conseil général avec « *Les chemins du paysage* » en 2002
- et la Direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement avec « *Les 7 familles de paysages en Rhône-Alpes* » en 2005 (se reporter au chapitre « guides de doctrine et de méthodologie »).

Il convient de s'y référer pour l'approche paysagère du PLU et pour une meilleure prise en compte des paysages dans les actions d'aménagement et de développement de la commune.

Application au territoire

Votre commune est concernée par 2 arrêtés de protection au titre de la législation sur les monuments historiques :

- Ancien couvent des Minimes : parties subsistantes du cloître , la chapelle attenante, le sol de l'ancienne église, monument historique inscrit par arrêté du 17 mai 1982.
- Fort du Murier : en totalité, monument historique inscrit par arrêté du 19 août 1994, (situé sur la commune de Gières).

Ces 2 protections qui ont fait l'objet de PPM approuvés par délibération de la commune en date du 20 octobre 2011, ont été annulés du fait de l'annulation du PLU par le Tribunal administratif. Les périmètres de protection à nouveau en vigueur, sont donc les périmètres de rayon de 500m.

La démarche d'adaptation des périmètres de protection d'un rayon de 500m devra à nouveau être mise en œuvre dans le cadre de cette procédure de révision du POS en PLU, si « Grenoble-Alpes-Métropole » souhaite voir rétablir les PPM déjà élaborés autour des deux monuments historiques.

Un guide intitulé « Procédure de périmètre de protection modifié en phase avec le plan local d'urbanisme ou la carte communale » version 2015, est joint au chapitre « guides et doctrine ».

Par ailleurs, au titre de l'article L. 123-1-5-III-2°, peuvent être identifiés et localisés des éléments de paysage et de bâtis à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou écologique et de définir des prescriptions de nature à assurer leur protection.

S'agissant des constructions nouvelles, vous avez au travers de l'élaboration de votre PLU, et notamment du règlement, la maîtrise de la définition des modalités d'implantation et des prescriptions architecturales relatives aux nouveaux bâtiments ; ces dispositions constituent une composante essentielle de l'attractivité et du cadre de vie de la commune.

S'agissant **des extensions ou des annexes des bâtiments d'habitation dans les zones agricoles (A) ou naturelles (N)** qui peuvent être autorisées dès lors que **cette extension ou cette annexe ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site** (L.123-1-5 II 6° du code de l'urbanisme, modifié par la loi ALUR, la loi AAAF et la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques.), **le règlement précise la zone d'implantation et les conditions de hauteur, d'emprise et de densité des extensions ou des annexes** permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

Ces dispositions du règlement doivent être soumises à l'avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.

Le règlement peut désigner également, dans les zones agricoles (A) ou naturelles (N), les **bâtiments** qui peuvent faire l'objet d'un **changement de destination**, dès lors que ce changement de destination **ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site**.

3.2.3.3 Patrimoine archéologique

Principes

Protection de l'environnement et du patrimoine culturel (article L.121-2 du code de l'urbanisme).

Détection, conservation et sauvegarde par l'étude scientifique des éléments du patrimoine archéologique affectés par les travaux publics ou privés concourant à l'aménagement (article L. 521-1 et suivants du code du patrimoine).

Socle juridique

La protection et l'étude du patrimoine archéologique, ainsi que l'organisation de la recherche archéologique relèvent du livre V du code du patrimoine relatif à l'archéologie et notamment de ses titres II et III (archéologie préventive, fouilles archéologiques programmées et découvertes fortuites).

La recherche archéologique est placée sous le contrôle de l'État. Cette recherche est qualifiée de préventive dès lors que la mise en œuvre d'opérations archéologiques est rendue nécessaire par la réalisation d'aménagements ou de travaux portant atteinte au sous-sol ou susceptibles de générer une telle atteinte.

L'article L. 521-1 du code du patrimoine précise que l'archéologie préventive relève de missions de service public. À ce titre, l'article L. 522-1 de ce même code énonce notamment que « *L'État veille à la conciliation des exigences respectives de la recherche scientifique, de la conservation du patrimoine et du développement économique et social* ».

D'autre part, s'applique la réglementation relative aux découvertes fortuites susceptibles de présenter un caractère archéologique (article L. 531-14 du code du patrimoine), à savoir déclarer la découverte en mairie et au service régional de l'archéologie.

- Les zones de présomption de prescription

Pour satisfaire le double objectif de sauvegarde et d'étude du patrimoine archéologique dans le cadre des travaux d'aménagements et de constructions, l'article L. 522-5 énonce, dans son deuxième alinéa, que « *dans le cadre de l'établissement de la carte archéologique, l'État peut définir des zones où les projets d'aménagement affectant le sous-sol sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation* ».

Ces zones de présomption de prescription archéologique, délimitées par arrêté du préfet de région, ont vocation à figurer dans les annexes du PLU et à être mentionnées dans le rapport de présentation et à être représentées sur les documents graphiques, dans le cadre de l'article R. 123-11 (h) du code de l'urbanisme.

- Les informations archéologiques géo-référencées par la carte archéologique nationale

La carte archéologique nationale rassemble toutes les données disponibles sur la présence de sites ou de

vestiges archéologiques sur le territoire national.

En fonction de ces données, les PLU peuvent classer certaines zones archéologiques en zones N (article R. 123-8 du code de l'urbanisme), et le document graphique peut délimiter ces secteurs (article R. 123-11 de ce même code), permettant ainsi de protéger un sous-sol non exploré ou sauvegarder des vestiges déjà mis au jour.

En outre, les 1°, 2° de l'article R. 123-9 du code de l'urbanisme permettent de limiter, voire d'interdire, toute occupation du sol qui serait incompatible avec la conservation du patrimoine archéologique repéré par la carte archéologique nationale.

- Consultation directe du préfet de région par l'autorité compétente pour délivrer les autorisations d'urbanisme

En dehors des zones de présomption de prescription archéologique (voir le point 2.1 ci-avant), l'autorité compétente pour autoriser les aménagements, ouvrages, constructions soumis à permis ou pour recevoir les déclarations préalables peut décider, de sa propre initiative, de saisir le préfet de région (DRAC – service régional de l'archéologie), au vu des informations issues de la carte archéologique (voir le point ci-dessus) dont elles ont connaissance, ou qui lui ont été communiquées lors du porter-à-connaissance à l'occasion de l'élaboration ou la révision du document d'urbanisme.

Application au territoire

En l'absence d'études spécifiques, la carte archéologique nationale ne répertorie que 4 sites archéologiques sur la commune de Saint Martin d'Hères, datant de l'âge du fer à la période récente.

La commune n'est pas concernée par un arrêté préfectoral de zones de présomption archéologique sur les projets d'aménagement ou de construction.

Études pouvant être consultées

Des extraits de la carte archéologique sont consultables à la direction régionale des affaires culturelles (DRAC) – service régional de l'archéologie de Rhône-Alpes – 6 quai Saint-Vincent – 69001 LYON.

3.3 Espaces agricoles et forestiers

3.3.1 Gestion économe des espaces naturels, agricoles et forestiers

La loi n° 99-574 du 9 juillet 1999, dite loi d'orientation agricole, fixe les orientations au niveau national en matière de maintien et de pérennisation de l'agriculture, en liaison avec les préoccupations environnementale et sociale. Le principe du développement durable constitue de fait un préalable incontournable, rejoignant en cela les nouveaux textes sur l'urbanisme. La limitation du développement urbain réalisé au détriment des zones agricoles est un enjeu majeur.

À ce titre, les zones agricoles présentant un intérêt général en raison soit de la qualité de leur production, soit du fait de leur situation géographique, soit de leur qualité agronomique peuvent faire l'objet d'un classement en tant que zones agricoles protégées (ZAP). Tout changement d'affectation ou de mode d'occupation du sol qui altère durablement le potentiel agronomique, biologique ou économique doit être soumis à l'avis de la chambre d'agriculture et de la commission départementale d'orientation de l'agriculture. En cas d'avis défavorable de l'une d'entre elles, le changement ne peut être autorisé que sur décision motivée du préfet (article L 112-2 du code rural).

Par ailleurs, les projets de documents d'urbanisme qui prévoient **une réduction des espaces agricoles ou forestiers** doivent être soumis pour avis à la chambre d'agriculture, à l'institut national de l'origine et de la qualité (INAO) et, le cas échéant, au centre national de la propriété forestière, tel que le prévoient les articles L 112-3 du code rural et R 123-17 du code de l'urbanisme.

La loi n° 2010-874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche édicte des dispositions nouvelles pour mieux inscrire l'agriculture et la forêt dans le développement durable des territoires.

L'article L 111-2-1 du code rural prévoit ainsi l'élaboration d'un **plan régional de l'agriculture durable (PRAD)** fixant les grandes orientations de la politique agricole, agroalimentaire et agro-industrielle de l'État dans la région en tenant compte des spécificités des territoires ainsi que de l'ensemble des enjeux économiques, sociaux et environnementaux. Ce plan a été arrêté pour la période 2012-2019 par le préfet de région le 24 février 2012.

Ce plan comprend 4 enjeux principaux :

- intégrer et développer les activités agricoles et agroalimentaires dans les territoires rhônalpins
- améliorer la performance économique des exploitants agricoles dans le respect des milieux naturels
- garantir et promouvoir une alimentation sûre, de qualité, source de valeur ajoutée et de revenu pour les agriculteurs et les transformateurs rhônalpins
- faciliter l'adaptation de l'agriculture rhônalpine aux changements et accompagner ses évolutions.

Le PRAD prévoit l'élaboration d'un « document régional de référence de l'État, partagé, promouvant une gestion économe du foncier ». En outre, un des objectifs du Plan d'Action Stratégique de l'État (PASE) 2011/2013 est de combattre la consommation déraisonnable de foncier. Dans ce cadre, la DRAAF, la DREAL et les DDT ont élaboré, sous l'égide du Préfet de Région, une stratégie foncière régionale, validée le 17 octobre 2012.

Elle est consultable à l'adresse suivante :

http://www.rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Strategie_fonciere_Etat_cle0f67e1.pdf

La limitation du développement urbain au détriment des zones agricoles est un enjeu majeur.

La stratégie régionale affiche les objectifs suivants à l'échelle régionale⁹ :

- réduire de 50% le rythme d'artificialisation des sols durant l'actuelle décennie ;
- appliquer la séquence « éviter – réduire – compenser » à la gestion des ressources foncières ;
- mettre en place des outils d'observation ;
- mettre en œuvre des partenariats avec les collectivités.

En mai 2013, le préfet de l'Isère a précisé les engagements de l'État pour limiter la consommation foncière en Isère. Ceux-ci concernent :

- la gestion économe des espaces dédiés à l'urbanisation
- la protection du foncier agricole et naturel de l'artificialisation en veillant notamment à préserver l'intégrité des ressources naturelles et des espaces agricoles fonctionnels.

L'État s'appuie désormais sur cette stratégie pour formuler ses avis. Elle doit être prise en compte lors de l'élaboration des documents de planification.

Lien vers la stratégie départementale :

[http://www.isere.gouv.fr/Politiques-publiques/Amenagement-du-territoire-construction-logement/Amenagement-du-territoire-et-foncier/Foncier-agricole-et-naturel/Commission-departementale-de-la-consommation-des-espaces-agricoles-CDCEA-de-l-Isere/Reunion-du-10-septembre-2013/4-pages-strategie-fonciere-Isere/\(language\)/fre-FR](http://www.isere.gouv.fr/Politiques-publiques/Amenagement-du-territoire-construction-logement/Amenagement-du-territoire-et-foncier/Foncier-agricole-et-naturel/Commission-departementale-de-la-consommation-des-espaces-agricoles-CDCEA-de-l-Isere/Reunion-du-10-septembre-2013/4-pages-strategie-fonciere-Isere/(language)/fre-FR)

⁹ La déclinaison infra-régionale de ces objectifs doit être adaptée aux caractéristiques et enjeux des territoires.

La loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (AAAF) est venue compléter les dispositions de la loi du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche, qui intégrait également des dispositions visant à prendre en compte la problématique de la consommation foncière.

L'article L 112-1 du code rural prévoit ainsi la mise en place d'un observatoire des espaces naturels, agricoles et forestiers qui élabore des outils pertinents pour mesurer le changement de destination des espaces naturels, forestiers et à vocation ou à usage agricole. Il évalue, en coopération avec les observatoires régionaux des espaces naturels, agricoles et forestiers, la consommation de ces espaces et apporte son appui méthodologique aux collectivités territoriales et aux commissions prévues à l'article L. 112-1-1 pour l'analyse de la consommation desdits espaces. Il homologue des indicateurs d'évolution des espaces naturels, agricoles et forestiers en coopération avec les observatoires régionaux des espaces naturels, agricoles et forestiers. L'observatoire effectue ses missions en s'appuyant sur les travaux et outils de l'Institut national de l'information géographique et forestière.

De plus, l'article L. 112-1-1 prévoit la création dans chaque département d'une **commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF)**. Cette commission, présidée par le préfet, associe des représentants de l'État, des collectivités territoriales et de leurs groupements, des professions agricole et forestière, des chambres d'agriculture et des organismes nationaux à vocation agricole et rurale, des propriétaires fonciers, des notaires, des associations agréées de protection de l'environnement et des fédérations départementales ou interdépartementales des chasseurs.

« Cette commission peut être consultée sur **toute question relative à la réduction des surfaces naturelles, forestières et à vocation ou à usage agricole et sur les moyens de contribuer à la limitation de la consommation des espaces naturels, forestiers et à vocation ou à usage agricole**. Elle émet notamment, dans les conditions définies par le code de l'urbanisme, un avis sur l'opportunité, au regard de l'objectif de préservation des terres **naturelles, agricoles ou forestières**, de certaines procédures ou autorisations d'urbanisme. » (article L. 112-1-1 du code rural).

De plus, le règlement du PLU peut à **titre exceptionnel**, délimiter dans les zones naturelles, agricoles ou forestières des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées (cf. *Article L 123-1-5 nouvelle rédaction issue de la loi ALUR du 24 mars 2014, modifié par la loi AAAF du 13 octobre 2014 / préambule partie 1*). **Ces secteurs sont délimités après avis de CDPENAF.**

Par ailleurs, au sens de l'article L 123-6 du code de l'urbanisme, toute élaboration d'un plan local d'urbanisme d'une commune située en dehors du périmètre d'un schéma de cohérence territoriale approuvé et ayant pour conséquence **une réduction de surfaces des espaces naturels, agricoles et forestiers** devra être soumise pour avis à la commission départementale **de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers** prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.

La commune de Saint Martin d'Hères qui est incluse dans le périmètre du SCOT de la région urbaine de Grenoble n'est pas concernée par cette obligation.

Toutefois, le projet de plan local d'urbanisme arrêté par le conseil municipal peut être soumis pour avis à cette commission, si celle-ci en fait la demande (article L 123-9 du code de l'urbanisme).

En tout état de cause, le projet de plan local d'urbanisme arrêté par le conseil municipal peut être soumis pour avis à cette commission, si celle-ci en fait la demande, à l'exception des projets de plans locaux d'urbanisme concernant des communes comprises dans le périmètre d'un schéma de cohérence territoriale approuvé après la promulgation de la loi AAAF du 13 octobre 2014 (article L 123-9 du code de l'urbanisme et L. 112-1-1 du code rural).

Le rapprochement des surfaces entre le document initial et le document révisé, présenté sous la forme d'un tableau comparatif, permettra d'apprécier et quantifier la réduction éventuelle des espaces naturels, agricoles ou forestiers.

3.3.2 Espaces agricoles

3.3.2.1 Informations de cadrage

Dans l'Isère, un document de gestion de l'espace agricole et forestier (DGEAF) a été élaboré par la direction départementale de l'agriculture et de la forêt avec la collaboration de tous les services ou organismes engagés dans l'aménagement de l'espace. Cet outil, prévu par la loi d'orientation agricole du 9 juillet 1999, a été approuvé par arrêté préfectoral du 28 janvier 2004.

Le choix des données et les informations mises à disposition dans le DGEAF (atlas de cartes, textes, commentaires, fiche d'identité par commune...), répondent le plus précisément possible aux attentes et besoins formulés par les acteurs et décideurs en matière d'aménagement et de développement du territoire. Ces observations et données sont maintenant reprises et actualisées dans l'**Observatoire des territoires** mis en place dans le département de l'Isère.

Avec la loi du 27 juillet 2010 relative à la modernisation de l'agriculture et de la pêche, le plan régional de l'agriculture durable se substitue au DGEAF.

Compte tenu des préconisations et des informations disponibles, il reste toutefois opportun de consulter l'Observatoire dès la phase diagnostic du PLU sur le site internet de l'État en Isère :

[http://www.isere.gouv.fr/Publications/Observatoire-des-territoires/\(language\)/fre-FR](http://www.isere.gouv.fr/Publications/Observatoire-des-territoires/(language)/fre-FR)

3.3.2.2 Guide « *Agir ensemble pour le foncier agricole* »

Compte tenu du développement économique, résidentiel et des besoins en infrastructure, la consommation du foncier agricole dans le département de l'Isère reste préoccupante. Elle se traduit par une pression forte sur le marché du foncier agricole, fragilise les exploitations et constitue un handicap majeur pour l'installation et la transmission des exploitations.

Face à cette problématique, les partenaires de l'aménagement du territoire dans le département de l'Isère (dont le président de l'Association des maires et adjoints de l'Isère) ont signé en 2005 le guide « *Agir ensemble pour le foncier agricole* » qui a pour ambition d'initier de nouvelles attitudes vis-à-vis du foncier agricole en :

- reconnaissant la place et le rôle de l'espace agricole
- économisant l'espace agricole
- garantissant la pérennité du potentiel agricole.

Ce guide invite à étayer le document d'urbanisme en :

- explicitant et reconnaissant la part de l'agriculture dans le projet d'aménagement et de développement durables
- stabilisant les espaces agricoles stratégiques et en déclinant si besoin les limites stratégiques du SCOT
- précisant les modalités de gestion des espaces agricoles à préserver
- limitant les prélèvements sur les espaces agricoles.

Le guide peut être consulté sur le site internet de l'État en Isère :

<http://www.isere.gouv.fr/Publications/Observatoire-des-territoires/Documents-a-consulter/Guide-foncier-agricole-signé-le-20-juin-2005>

3.3.2.3 Réglementation des semis, plantations et replantations d'essences forestières (ou réglementation des boisements)

La commune ne dispose pas actuellement de cette réglementation sur son territoire.

3.3.2.4 Remembrement (ou aménagement foncier agricole et forestier)

Aucun périmètre de remembrement ne concerne le territoire communal.

3.3.2.5 Irrigation collective

Aucun périmètre d'irrigation collective ne concerne le territoire communal.

3.3.2.6 Économie agricole

Il convient de prendre en compte les données du dernier recensement agricole de 2010 (3 exploitations recensées au RGA 2010 et 10 ha de surface agricole utilisée).

Elles se présentent sous la forme d'une base de données à exploiter, accessible sur le site suivant :

<https://stats.agriculture.gouv.fr/cartostat/>

Conformément à l'article L 123-1-2 du code de l'urbanisme, le plan local d'urbanisme doit préciser les besoins répertoriés en matière d'agriculture. Il convient donc de compléter ces renseignements et d'effectuer les enquêtes nécessaires à la bonne connaissance de la situation et des enjeux de l'activité agricole.

La révision du POS en PLU est ainsi l'occasion d'un travail d'analyse sur la situation de l'économie agricole et le devenir des espaces agricoles le constat de la situation actuelle peut être dressé et les perspectives d'évolution de l'activité et de l'espace agricole appréhendées.

La réalisation d'une carte de la structure des exploitations agricoles permettra d'analyser les impacts économiques des réductions éventuelles des espaces agricoles.

Il convient notamment de recenser :

- les différents bâtiments d'exploitation et la nature de l'activité agricole exercée afin de pouvoir prendre en compte les règles¹⁰ dites de « réciprocité » dans le zonage du PLU (article L 111-3 du code rural) ; à noter aussi l'article R 111-2 du code de l'urbanisme qui a un caractère d'ordre public.

A titre d'information, les bâtiments d'exploitation pourront figurer dans une carte du rapport de présentation et être utilement repérés par un symbole ponctuel sur le plan de zonage du règlement du PLU.

Il s'avère indispensable aussi de recenser, localiser et protéger les parcelles :

- engagées dans des mesures agroenvironnementales (MAE)
- concernées par un plan d'épandage (agricole ou boues); en cas de réduction des surfaces potentiellement aptes à l'épandage, une analyse des conséquences économiques sur les exploitations sera réalisée.

¹⁰ Nota : Vis-à-vis du règlement sanitaire départemental (RSD), les distances opposables sont mesurées de l'extrémité des bâtiments d'élevage et de leurs annexes, au droit des locaux d'habitation et des locaux habituellement occupés par des tiers (locaux destinés à être utilisés couramment par des personnes : établissement recevant du public, bureau, magasin, atelier...).

Il est indispensable de prendre contact avec la chambre d'agriculture pour avoir connaissance des éventuels diagnostics territoriaux ou études agricoles déjà réalisés.

En outre, il est signalé qu'au titre des handicaps naturels la commune est classée en partie en zone défavorisée de montagne.

Il est également important de rappeler aussi que la commune fait partie des 183 communes de l'Isère comprises dans l'aire de production d'appellation d'origine contrôlée (AOC) de la Noix de Grenoble (le décret du 17 juin 1938 modifié le 10 juillet 1996 concerne 259 communes au total).

Au titre de l'article L 643-4 du code rural il est signalé que *« Tout organisme de défense et de gestion d'une appellation d'origine peut saisir l'autorité administrative compétente s'il estime que le contenu d'un document d'aménagement ou d'urbanisme en cours d'élaboration, un projet d'équipement, de construction, d'exploitation du sol ou du sous-sol, d'implantation d'activités économiques est de nature à porter atteinte à l'aire ou aux conditions de production, à la qualité ou à l'image du produit d'appellation... »*.

En conclusion, l'ensemble des terrains dont la vocation agricole est affirmée ainsi que l'ensemble des secteurs où l'activité agricole est un élément prépondérant pour l'entretien et la gestion de l'espace rural doivent être classés en zone A.

3.3.3 Espaces forestiers

La loi d'orientation forestière n° 2001-602 du 9 juillet 2001 s'attache à promouvoir le développement durable en reconnaissant d'intérêt général la mise en valeur et la protection des forêts dans l'ensemble de leurs fonctions économique, environnementale et sociale. Elle a pour objet d'assurer la gestion durable des forêts et de leurs ressources naturelles, de développer la qualification des emplois en vue de leur pérennisation, de renforcer la compétitivité de la filière de production forestière, de récolte et de valorisation du bois et des autres produits forestiers et de satisfaire les demandes sociales relatives à la forêt.

La gestion durable des forêts garantit leur diversité biologique, leur productivité, leur capacité de régénération, leur vitalité et leur capacité à satisfaire, actuellement et pour l'avenir, les fonctions économique, écologique et sociale pertinentes, aux niveaux local, national et international, sans causer de préjudices à d'autres écosystèmes.

Parmi l'ensemble des dispositions novatrices de la loi de 2001, l'article L 123 du code forestier instaure les "chartes forestières de territoires" qui offrent un cadre de contractualisation à une démarche de rencontre entre propriétaires forestiers, publics ou privés, et demandeurs motivés par une ou plusieurs offres de services, voire par l'avenir global d'un territoire forestier.

D'autres outils sont créés ou renforcés pour l'aménagement du territoire : la modulation des seuils de défrichement et la faculté de prescrire des boisements compensateurs, la protection des haies et des arbres isolés dans le cadre des plans locaux d'urbanisme, la gestion des friches, la réglementation des boisements par les collectivités, la réglementation des boisements à proximité des cours d'eau, la prévention des incendies de forêts et des risques.

Pour les activités liées à l'exploitation forestière (places de dépôt, plates-formes bois énergie...), il est important que le PLU permette, dans les secteurs favorables, la création de ces installations ; ces secteurs spécifiques pourront être classés en zone naturelle (N indicée).

3.3.3.1 Plan pluriannuel régional de développement forestier (PPRDF)

Afin d'améliorer la production et la valorisation économique du bois, tout en respectant les conditions d'une gestion durable des forêts, la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche du 27 juillet 2010 a instauré dans chaque région un **plan pluriannuel de développement forestier** .

Ce plan identifie à l'échelle régionale les 97 massifs forestiers qui justifient, en raison de leur insuffisante exploitation, des actions prioritaires pour la mobilisation du bois. Il en analyse les forces et faiblesses et définit les actions à mettre en œuvre à court terme pour y remédier. Les actions de ce plan concernent l'animation pour une mobilisation supplémentaire à court terme (à savoir sur la période 2011-2015). Le PPRDF Rhône-Alpes a été approuvé par arrêté préfectoral n° 11-363 du 2 décembre 2011.

Il est présenté sous la forme de 2 documents :

- un document synthétique (document A)
- un document complet qui présente chaque massif et les actions qui y seront menées (document B)

Le PPRDF est disponible sur le site Internet suivant :

<http://www.draaf.rhone-alpes.agriculture.gouv.fr/Approbation-du-Plan-Pluriannuel>

3.3.3.2 Chartes forestières

En application de l'article L 121 du code forestier, une charte forestière de territoire associant l'ensemble des acteurs forestiers de la filière-bois et des territoires sur l'ensemble du département a été signée le 8 décembre 2003. Cette charte est prévue pour se décliner en chartes « filles » au niveau de territoires spécifiques.

Le territoire de la commune est concerné par la charte forestière locale de la METRO. Elle peut enrichir utilement les réflexions à engager dans le cadre du PLU de la commune.

3.3.3.3 Schéma départemental de desserte forestière

Élaboré avec l'aide du Conseil régional en 1994, il constitue un outil d'aide à la décision pour la programmation des équipements forestiers.

La déclinaison locale de ce document ne prévoit pas de projet sur le territoire communal.

3.3.3.4 Défrichement

Les articles L 341-1, 341-3, 341-5 à 7 et L 342-1 du code forestier modifiés par la loi d'orientation forestière du 9 juillet 2001, prévoient la possibilité de moduler entre 0,5 et 4 ha le seuil de surface des massifs forestiers soumettant les défrichements à autorisation préalable. Pour le département de l'Isère (arrêté préfectoral du 27 mai 2004), l'autorisation de défrichement est obligatoire quelle qu'en soit la surface, lorsqu'il intervient dans un massif boisé de 4 ha et plus. Ce seuil est abaissé à 0,5 ha pour les ripisylves et forêts alluviales.

3.4 Habitat et politique de la ville

Les textes de base de la politique du logement et des politiques urbaines sont contenus dans le code de l'urbanisme et dans le code de la construction et de l'habitation. Les dernières lois importantes sont :

- Les textes de base de la politique du logement et des politiques urbaines sont contenus dans le code de l'urbanisme et dans le code de la construction et de l'habitation. Les dernières lois importantes sont :
- La loi n°90-449 du 31 mai 1990 pour la mise en œuvre du droit au logement : Dite « loi Besson », elle vise à garantir le droit au logement et rend obligatoire la création des plans départementaux pour le logement des personnes défavorisées.
- La loi n°91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville : Elle a refondé les programmes locaux de l'habitat et a défini les opérations programmées d'amélioration de l'habitat.
- La loi n°98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions : Elle traite notamment de l'accès au logement et des mesures relatives au maintien dans le logement.
- La loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 modifiée relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage.
- La loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU) : Elle s'inscrit dans la volonté de promouvoir une mixité urbaine et sociale. Elle introduit, pour certaines communes, l'obligation de disposer d'un quota minimum de logements sociaux (Article 55 de la loi).
- La loi n°2003-590 du 2 juillet 2003 urbanisme et habitat.
- La loi n°2003-710 du 1^{er} août 2003 relative à l'orientation et la programmation pour la ville et la rénovation urbaine : Elle définit plus particulièrement un programme national de rénovation urbaine qui concerne les quartiers en zones urbaines sensibles (ZUS) et créé l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine.
- La loi n°2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale.
- La loi n°2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement (ENL).
- La loi n°2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable (DALO).
- La loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion (MLLE).
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (ENE).
- La loi n° 2013-61 du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement.
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine qui définit les quartiers prioritaires pour la politique de la ville
- La loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) n° 2014-366 du 24 mars 2014 publiée au journal officiel du 26 mars 2014.

3.4.1 Données de cadrage

Vous trouverez des données sur le recensement et le logement sur le site suivant :

<http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/default.asp?page=statistiques-locales.htm>

3.4.2 Politiques de l'habitat

La commune est concernée par le Programme Local de l'Habitat (PLH) adopté en décembre 2010 par la Métro pour une durée de 6 ans et prorogé jusqu'au 31 décembre 2016, pour prendre en compte l'évolution du périmètre institutionnel à la suite de l'intégration des communautés de communes du Sud Grenoblois et des Balcons Sud de Chartreuse.

Les objectifs sont rappelés dans le paragraphe ci-dessous.

La loi permet aux communes d'utiliser dans les PLU les outils de l'action foncière, c'est-à-dire réserver des emplacements en vue de la réalisation de programmes de logements et délimiter des secteurs où un certain pourcentage des nouveaux programmes est obligatoirement affecté à certaines catégories de logements locatifs que le PLU définit dans un objectif de mixité sociale.

Les dispositions du PLU devront être compatibles avec le PLH.

3.4.3 Mixité sociale et droit au logement

Les principes fondamentaux de mixité sociale dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural, d'utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux fixés par la loi SRU (article L 121- 1 du code de l'urbanisme), s'imposent à tous les documents d'urbanisme.

La loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 dite de solidarité et de renouvellement urbains (SRU) énonce dans son article 55 que les communes urbaines devront disposer d'une offre suffisante de logements locatifs sociaux (20 % au regard des résidences principales figurant au rôle établi pour la perception de la taxe d'habitation). Sont concernées les communes de plus de 3 500 habitants situées dans une agglomération de plus de 50 000 habitants (au sens INSEE du terme) comprenant au moins une commune de plus de 15 000 habitants.

La loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant un droit au logement opposable a élargi cette procédure aux communes de plus de 3 500 habitants membres d'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre de plus de 50 000 habitants, comprenant au moins une commune de plus de 15 000 habitants, et dans lesquelles le nombre total de logements locatifs sociaux représente au 1er janvier de l'année considérée moins de 20 % de résidences principales.

La loi du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social **porte ce taux à 25 % à atteindre à l'échéance de 2025**, sauf maintien du taux de 20 % pour certains territoires précisés par le décret n° 2013-671 du 24 juillet 2013.

La commune de Saint Martin d'Hères est soumise aux nouvelles dispositions de la loi. Elle compte, en 2014, un nombre de logements sociaux représentant 39,8 % des résidences principales, **le seuil de 25 % de logements locatifs sociaux est donc atteint.**

Le programme d'actions du PLH fixe pour chaque commune la production de logements à réaliser sur la durée du PLH. Les objectifs de la commune de Saint Martin d'Hères ont été défini en ce qui concerne le nombre total de logements sociaux (familiaux et spécifiques) entre 1570 logements (hypothèse haute) et 1225 logements (hypothèse basse).

Suite à la modification du PLH, le nombre de logements locatifs sociaux proposé pour la période 2014-2016 est de 112 logements.

Par ailleurs, la commune de Saint Martin d'Hères est concernée par l'obligation qui lui est faite de disposer d'un parc d'hébergement d'urgence, en vertu de la loi du 25 mars 2009, qui définit 1 place par tranche de 1000 habitants pour les communes dont la population est égale ou supérieure à 3500 habitants, comprises dans une agglomération de plus de 100.000 habitants.

Les places d'hébergement à prendre en considération pour le respect de l'obligation sont :

- les places dans les établissements et services : CHRS et assimilés,
- les places dans les centres d'accueil pour demandeurs d'asile,
- les places dans les structures d'hébergement de sans abri faisant l'objet d'une convention avec l'Etat ou une collectivité locale, à l'exception de celles conventionnées au titre de l'allocation de logement temporaire,
- les places en résidence hôtelières à vocation sociale destinées aux personnes éprouvant des difficultés particulières,
- les logements conventionnés avec l'ANAH à loyer intermédiaire ou à loyer social et très social affectés à l'hébergement des personnes dont la situation nécessite une solution locative de transition, ainsi qu'aux personnes éprouvant des difficultés particulières.

La loi dispose que la commune qui n'atteint pas le seuil requis se verra par ailleurs assujettie à une participation financière. Au regard de la réglementation, la commune de Saint Martin d'Hères doit disposer de 37 places.

3.4.4 Accueil des gens du voyage

La loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage renforce les dispositions relatives au schéma départemental d'accueil des gens du voyage et aux obligations des communes.

La satisfaction « sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat », notamment de ces populations spécifiques, doit être prise en compte dans les documents d'urbanisme (article L 121-1 du code de l'urbanisme).

La circulaire n° 2001-49 du 5 juillet 2001 du ministre de l'équipement, des transports et du logement relative à l'application de la loi du 5 juillet 2000 indique notamment que les communes figurant au schéma départemental d'accueil des gens du voyage sont tenues de participer à la mise en œuvre de ce schéma en mettant à disposition des gens du voyage une ou plusieurs aires d'accueil aménagées et entretenues.

Le schéma départemental d'accueil des gens du voyage du département de l'Isère a été approuvé le 16 septembre 2002 et le 16 mai 2003 pour les aires de grand passage. Sa révision a été signée le 17 mars 2011 par le Préfet et le Président du Conseil Général.

Ce schéma fixe les obligations des communes et permet aux élus de situer leur projet au sein de l'ensemble du dispositif départemental. Il précise la destination et la capacité d'accueil des aires à réaliser. Il donne des précisions sur les actions d'accompagnement socio-éducatives à prévoir afin d'offrir aux familles concernées un véritable accueil au-delà du stationnement de caravanes.

Le schéma départemental de l'Isère fixe pour la commune de Saint Martin d'Hères la réalisation d'une aire de passage de 20 places, réalisée en 2007.

Dans le cadre de la révision du schéma, il n'y a pas de nouvelle obligation.

3.4.5 Politique de la ville

En application de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 (loi n°2014-173), un contrat de ville s'applique sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Grenoble Alpes Métropole pour la période 2015-2020.

Votre commune comprend :

- 1 Quartier Politique de la Ville (QPV) : QP038011 « Renaudine – Champberton – La Plaine »
- 3 Quartiers en Veille Active (QVA) : Henri Wallon / Zac Centre, Paul Elouard / Paul Bert et Langevin / Sémard.

3.5 Déplacements et Infrastructures de transports

3.5.1 Déplacements

- La loi d'orientation des transports intérieurs (LOTI) n° 82-1153 du 30 décembre 1982, affirme le droit au transport, définit la politique et l'organisation générale des transports en France et précise le rôle des différents acteurs.
- La LOTI a été plusieurs fois modifiée, afin d'intégrer de nouvelles préoccupations notamment dans le domaine de l'environnement. Par ailleurs, plusieurs textes importants ont contribué depuis à préciser les orientations de la politique des transports de l'État.
- La loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire n° 95-115 du 4 février 1995 instaurant le schéma national d'aménagement et de développement et des schémas sectoriels, notamment pour les infrastructures de transports.
- La loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie n° 96-1236 du 30 décembre 1996 est désormais intégrée dans le code de l'environnement (cf. livre II - Titre II).

Il est notamment prévu à l'article L 222-4 la mise en place d'un dispositif de surveillance de la qualité de l'air et de ses effets sur la santé et sur l'environnement sous forme de plans de protection de l'atmosphère ; depuis le 1^{er} janvier 2000 cette disposition est applicable à l'ensemble du territoire national.

Aux termes de l'article L 222-1 du code de l'environnement, des plans régionaux pour la qualité de l'air sont également prévus.

En outre, conformément à l'article L 228-2 du code de l'environnement, à l'occasion des réalisations ou des rénovations des voies urbaines, à l'exception des autoroutes et des voies rapides, des itinéraires cyclables pourvus d'aménagements (pistes, marquages au sol ou couloirs indépendants) doivent être mis au point en fonction des besoins et contraintes de la circulation et en tenant compte des orientations du plan de déplacements urbains (PDU) lorsqu'il existe.

- La loi « Voynet » sur l'aménagement et le développement durable du territoire n° 99-533 du 25 juin 1999 est à l'origine des schémas de services collectifs.
- La loi SRU relative à la solidarité et au renouvellement urbains n° 2000-1208 du 13 décembre 2000

et notamment son titre III traduit la volonté du législateur de mettre en œuvre une politique de déplacements au service du développement durable.

Conformément à la loi SRU, le PLU devra justifier ou démontrer que le trafic automobile généré (VL mais également PL) a été limité ou fait l'objet de mesures permettant de maîtriser la circulation automobile.

De plus, le PLU devra traduire le souci de cohérence entre les politiques d'aménagement, de déplacement et de stationnement. Il devra ainsi préciser les conditions permettant de favoriser le développement de l'urbanisation prioritairement dans les secteurs desservis par les transports en commun, ferroviaires, cars réguliers ou scolaires.

- La loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 pose le principe de l'accessibilité de la ville.

Conformément à la loi SRU, le PLU doit donc justifier de la cohérence entre vos choix politiques d'aménagements, de déplacements et de stationnements, afin de garantir le développement durable de la commune et être compatible avec le plan de déplacement urbain si la commune est dans un périmètre de transport urbain disposant d'un PDU approuvé ou en cours d'approbation.

- La loi « pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées » n° 2005 - 102 du 11 février 2005 impose notamment (article 45) :
 - à chaque commune ou établissement public de coopération intercommunale ayant compétence à cet effet d'élaborer un plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics avant le 23 décembre 2009 (décret n° 2006-1657 du 21/12/06) ; ce plan de mise en accessibilité précise les conditions et délais de réalisation des équipements et aménagements prévus ; il tient compte des dispositions du plan de déplacements urbains et du plan local de déplacements, s'ils existent;
 - aux autorités organisatrices de transport d'élaborer des schémas directeurs d'accessibilité, dans les trois ans à compter de la publication de la loi.

Il conviendra de prendre en compte si nécessaire, dans le cadre de l'élaboration des PLU, les emprises de voirie et d'espace public permettant la mise en œuvre de ce plan et de ces schémas.

- **Le Code des Transports**, entré en vigueur le 1^{er} décembre 2010, a repris la plupart des textes législatifs concernant les Transports, parfois en les modifiant, mais abrogeant de ce fait, un certain nombre d'entre eux dont la quasi-totalité de la LOTI
- La loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, dite « **Grenelle 1** » (loi n° 2009- 967 du 3 août 2009)
 - Elle fixe les objectifs de l'État en matière de lutte contre le changement climatique placée au premier rang des priorités et s'inscrivant dans la démarche de la directive européenne dite des « 3 x 20 », à savoir :
 - la réduction d'au moins 20% des émissions de gaz à effet de serre, à l'horizon 2020
 - l'amélioration de 20% de l'efficacité énergétique
 - une part de 20% d'énergies renouvelables dans la consommation énergétique.
 - Dans les zones urbaines et péri-urbaines, la politique durable des transports vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre, les pollutions et les nuisances.
- La loi portant engagement national pour l'environnement dite « **Grenelle 2** » (loi n°2010-188 du 12 juillet 2010)
 - Elle prévoit des outils réglementaires nouveaux pour:
 - développer les transports collectifs urbains, tels que les PLU intercommunaux valant PDU.

- encourager des modes « doux », le covoiturage et l'auto-partage
 - développer l'usage des véhicules électriques et hybrides rechargeables, notamment par la création des infrastructures de charge dans les habitations et les lieux de travail.
 - améliorer la gouvernance des AOT :
 - de nouvelles sources de financement des transports urbains
- Le schéma de services collectifs de transports de voyageurs et de marchandises a été abrogé par ordonnance n° 2005-654 du 8 juin 2005 parue au JO du 9 juin 2005. Les projets prioritaires de l'État en matière de transport figurant sur la carte arrêtée lors du CIADT (comité interministériel d'aménagement et développement du territoire) du 18 décembre 2003 ont été revus en application du Grenelle de l'Environnement par le **projet de schéma national des infrastructures de transport (SNIT)**. Un avant projet de SNIT a été rendu public le 26 janvier 2011 et mis en consultation publique au cours du 1er trimestre 2011. Il prévoyait, en ce qui concerne le département de l'Isère, l'abandon des projets autoroutiers de prolongement de l'A51 jusqu'à Gap et du barreau A48 Ambérieu-Bourgoin.

Le projet de SNIT, publié fin octobre 2011 et soumis pour avis au Conseil Économique et Social, n'a pas été adopté en l'état en raison de son incompatibilité avec l'objectif de retour à l'équilibre des finances publiques. Le Gouvernement souhaite que soit engagée une réflexion pour construire **une vision soutenable des transports**.

Le ministre délégué chargé des transports a mis en place une commission chargée de trier, hiérarchiser et mettre en perspective les grandes infrastructures. Des priorités et un ordonnancement sont à établir et doivent **tenir compte des exigences de la transition énergétique et écologique, des impératifs en matière de transport du quotidien, d'aménagement du territoire, d'intégration européenne ou encore de compétitivité économique**.

Le rapport Mobilité 21 « pour un schéma national de mobilité durable » a été remis le 27 juin 2013 au ministre délégué chargé des transports par la commission. **Le ministre doit proposer sur ces bases un nouveau schéma national de mobilité durable** contenant notamment les principales orientations à court, moyen et long termes, d'une politique des transports soutenable.

- Le décret n° 2005-1499 du 5 décembre 2005 relatif à la consistance du réseau routier national et l'arrêté préfectoral n° 2005-15375 du 15 décembre 2005 relatif au **transfert des routes nationales** d'intérêt local au département, précisent les sections de routes nationales de l'Isère qui sont transférées dans la voirie départementale.

Conformément à ces textes, une réflexion spécifique doit être menée dans le cadre de l'étude de votre PLU, dans le respect des principes fondamentaux suivants :

- la maîtrise de l'étalement urbain et des déplacements automobiles :
 - renforcement de l'attractivité du centre urbain ou noyau villageois et aménagements qualitatifs des espaces publics
 - desserte des zones à urbaniser, à partir des voiries existantes dans le cadre de l'étude du schéma de voirie concomitante à l'étude du projet de PLU
- le droit au transport pour tous et la liberté de choix du moyen de déplacement :
 - accessibilité aux services pour tous, y compris les personnes à mobilité réduite, les personnes âgées et les habitants des quartiers défavorisés
 - desserte des quartiers prioritaires de la politique de la ville par les réseaux de transport en commun
 - choix possible d'un mode « doux » alternatif à la voiture particulière (2 roues, cheminement piétons)
- le développement équilibré des différents modes de transport :
 - incitation aux déplacements des 2 roues par la sécurisation et la continuité des parcours, ainsi que des normes de stationnement adaptées devant les équipements publics et du

- stationnement adapté pour les lieux publics
- maillages piétonniers pour l'accès aux services
- optimisation des réseaux et des équipements de transports existants
- définition de normes de stationnement adaptées aux différents types d'usage et de lieux, n'incitant pas à l'usage de la voiture et conforme au PDU s'il existe.

Application au territoire

Les documents de planification traitent à des échelles différentes de l'organisation des transports de voyageurs et de marchandises sur leur territoire particulier (se reporter au chapitre 1 sur la hiérarchie des documents d'urbanisme).

Il est rappelé ici que le territoire communal est concerné par :

- Le schéma de cohérence territoriale de la région urbaine de Grenoble
- Le PDU de l'agglomération grenobloise : par délibération du 28 septembre 2009; le syndicat mixte des transports en commun (SMTC) a lancé en janvier 2010 l'élaboration d'un nouveau plan de déplacements urbains de l'agglomération grenobloise pour la période 2014-2030, avec pour objectif de construire un projet global en matière de déplacements pour les dix prochaines années. Le calendrier d'élaboration du PDU et le dispositif de concertation sont en cours d'adaptation suite à l'évolution du périmètre de Grenoble Alpes Métropole dans le cadre du schéma départemental de coopération intercommunal (SDCI) adopté en décembre 2011.

De plus, votre PLU doit prendre en compte les grands projets d'infrastructures de transports relevant de la compétence de l'Etat, tels qu'indiqués dans le chapitre 6.

3.5.2 Stationnement

En matière de stationnement, je vous rappelle que le rapport de présentation du PLU doit établir un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques et de vélos, des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités (cf. préambule partie 1 - article L123-1-2 modifié par la [LOI n°2014-366 du 24 mars 2014 - art. 139 \(V\)](#)).

De plus, le règlement doit fixer des obligations minimales en matière de stationnement des vélos, pour les immeubles d'habitations ou de bureaux (articles L.123-1-12 et L.123-1-13 du code de l'urbanisme modifiés par la loi ALUR et la loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 et par la loi n°2015-992 relative à la transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015).

3.5.3 Contraintes liées aux fonctions assurées par certaines voies

3.5.3.1 Routes classées à grande circulation

En dehors des espaces urbanisés, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de 75 mètres de part et d'autre de leur axe. Les dispositions de l'article L 111-1-4 du code de l'urbanisme sont détaillées au chapitre 3.2.3.1.

La route nationale RN 87 (rocade Sud) est classée par décret n°2010-518 du 31 mai 2010 dans la nomenclature des routes à grande circulation.

3.5.3.2 Autoroutes, routes express et déviations

Le caractère de route express est conféré à une route ou section de route par décret.

Une déviation est une route à grande circulation déviée en vue du contournement d'une agglomération.

Les propriétés riveraines n'ont pas d'accès direct aux autoroutes, routes express et déviations (code de la voirie routière).

En application de l'article L 111-1-4 du code de l'urbanisme, en dehors des espaces urbanisés, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de 100 mètres de part et d'autre de leur axe.

La route express RN 87 (rocade Sud) traverse le territoire communal.

3.5.3.3 Transports exceptionnels

L'existence d'itinéraires de transports exceptionnels assurant une fonction essentielle pour le bon fonctionnement du système de transports, et au-delà du système économique doit être mentionnée.

Ce statut particulier devra être pris en compte, en particulier lors de la réalisation d'aménagements de voirie, et dans le cadre de projets de traverses de bourgs.

En plus des itinéraires TE, la desserte routière de certains établissements nécessite de conserver certaines caractéristiques de gabarit, pour permettre le passage des approvisionnements ou/et des expéditions.

La route départementale RD 1087 (boulevard Gabriel Péri) constitue un itinéraire emprunté par les TE de 2^{ème} catégorie de 25 m de longueur, 4 m de largeur et 72 tonnes de gabarit maximum.

Les aménagements réalisés sur cette voirie doivent donc garantir ce gabarit.

3.5.3.4 Accès riverains sur les voies publiques

La multiplication d'accès riverains directs sur des voies supportant un trafic de transit significatif revêt deux inconvénients majeurs :

- problèmes de sécurité routière, d'une part à chaque nouvel accès, point de conflit potentiel entre les fonctions de transit et de desserte, d'autre part, globalement sur l'itinéraire, pour lequel l'allongement exagéré de la partie agglomérée (relativement à la densité urbaine perçue) nuit au respect des limites de vitesse
- forme urbaine résultante avec une densité très faible, imposant un allongement des déplacements et un recours quasi-exclusif à la voiture (par exemple, explosion des coûts pour organiser la desserte en transports collectifs, y compris les transports scolaires).

Il est donc nécessaire de recommander pour les parcelles constructibles situées aux franges de l'urbanisation existante de recourir systématiquement à l'outil des « orientations d'aménagement » du PADD, pour y inscrire une représentation schématique des futures voies de la zone à urbaniser. Il sera alors possible d'utiliser au titre de la sécurité publique, l'article R 111-2 du code de l'urbanisme lors de l'instruction des permis de cette zone : le nombre des accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, le projet peut n'être autorisé que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

3.5.3.5 Itinéraires cyclables

Le Conseil Général de l'Isère a approuvé en 2001 le schéma départemental cyclable du département.

La voie verte le long de l'Isère en bordure du campus universitaire constitue un itinéraire cyclable inter-départemental.

Une piste cyclable en site propre gérée par la METRO, a été aménagée le long de route départementale RD 269 au pied de la Frange verte entre Echirolles et St Martin d'Hères.

3.5.3.6 Desserte des bâtiments par les services de secours incendie

Le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de l'Isère souhaite attirer l'attention de la commune sur la desserte des bâtiments par les véhicules d'incendie et de secours. Vous trouverez en annexe un courrier détaillé du SDIS.

3.5.4 Sécurité routière

La sécurité routière est un domaine très réglementé. Le code de la route en constitue l'outil central.

La route fait partie intégrante de l'aménagement de l'espace et à ce titre, il convient de mieux intégrer la dimension sécurité routière dans les documents de planification de l'urbanisation.

Même si le comportement de l'usager est le facteur déterminant dans les accidents de la route, l'infrastructure joue un rôle non négligeable.

Il est notamment indispensable de prévoir des aménagements routiers adaptés à l'urbanisation future et au trafic qui en découle, de prendre en compte tous les usagers de la route y compris les plus vulnérables, et d'éviter l'urbanisation linéaire qui conduit à la multiplication des accès dangereux.

3.5.4.1 Evolution du trafic

Le trafic moyen journalier en 2013 sur la RN 87 est d'environ 90 000 véhicules.

3.5.4.2 Accidentologie

Les données disponibles en DDT (SSR-ODSR) relatives à l'accidentologie sur la commune peuvent être communiquées sur demande de la commune ou de son maître d'œuvre par messagerie électronique à l'adresse suivante : ddt-ssr-sr-odsr38@isere.gouv.fr.

4 SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE (SUP)

Vous trouverez ci-joints le plan et la liste récapitulative des SUP qui ont été adressés à la commune le 20 mars 2009 dans le cadre de la précédente procédure. Ces documents sont toujours d'actualités et devront être inclus à titre informatif (article R 123-14 alinéa 1 du code de l'urbanisme) aux annexes du PLU.

Après approbation du PLU et éventuellement du rétablissement des 2 PPM (cf. § 3.2.3.2), une nouvelle mise à jour des documents de servitudes d'utilité publique sera réalisée par les services de l'Etat.

Vous trouverez en annexe :

- le courrier et la fiche de RTE
- le courrier et la fiche de la servitude T1 de SNCF

Par ailleurs, vous trouverez une notice de présentation sur l'ensemble des servitudes d'utilité publique ainsi qu'un guide méthodologique de numérisation des SUP, sur le site suivant :

<http://www.geomatique-aln.fr/spip.php?rubrique42>

5 PROJETS D'INTERET GENERAL

Néant

6 PROJETS DE L'ETAT

Infrastructures ferroviaires

Pour information

La ligne 909000 de Grenoble à Montmélian qui traverse le département de l'Isère entre les communes d'Echirolles et de Pontcharra. Cette ligne a fait l'objet de travaux de modernisation (augmentation de sa capacité) et d'électrification avec mise au gabarit, conformément à l'arrêté interdépartemental d'utilité publique du 24 août 2009 ainsi qu'à la décision ministérielle du 15 juillet 2011. Les travaux ont été achevés en décembre 2013, à l'exception du terminus périurbain de Brignoud comportant la réalisation d'une 3ème voie au niveau de la gare (*travaux prévus 2016-2018*).

Les études partenariales de l'Étoile Ferroviaire Grenobloise à l'horizon 2020-2030 avaient montré l'intérêt, pour garantir la robustesse de l'exploitation sur l'axe Gières – Montmélian, d'étudier une portion de 3° voie entre Lancey et Brignoud, en lien avec la création d'une halte sur Domène, pour le moyen/long terme. Si besoin, un périmètre d'études sera défini par RFF en conséquence.

Infrastructures routières ou autoroutières :

Pour information

Aménagement Rocade Sud

Pour traiter la forte congestion du contournement de l'agglomération grenobloise et permettre la poursuite de la densification de l'agglomération grenobloise conformément au SCOT de la région urbaine de Grenoble, en l'absence d'alternative, il importe de préserver la possibilité d'améliorer la capacité de la rocade sud.

Des études prospectives ont été engagées en ce sens par la Métro dans le cadre de la création de la polarité sud et des études préliminaires d'aménagement devraient être engagées dans le cadre du contrat de plan 2015-2020.

Autres projets :

Domaine universitaire

Vous trouverez en annexe le courrier du rectorat concernant le domaine universitaire et sa prise en compte dans le PLU.

7 GUIDES DE DOCTRINE OU DE METHODOLOGIE

La commune est concernée par les fiches méthodologiques ou guides suivants :

La fiche méthodologique « La prise en compte des zones humides »

La fiche méthodologique « Les espaces boisés classés »

La fiche méthodologique « Bâtiments agricoles et urbanisme »

La fiche méthodologique « La prise en compte des canalisations de transport de matières dangereuses »

Les fiches méthodologiques sont téléchargeables sur le site internet de l'État en Isère suivant :

<http://www.isere.gouv.fr/Publications/Observatoire-des-territoires/Infos-pratiques/Elaboration-du-PLU/Elaboration-du-PLU>

Le guide « Prise en compte des risques naturels dans les documents d'urbanisme » joint et téléchargeable sur le site de l'État en Isère :

<http://www.isere.gouv.fr/Politiques-publiques/Risques/Risques-naturels/Prise-en-compte-des-risques-en-urbanisme>

La brochure « Les 7 familles de paysages en Rhône-Alpes » téléchargeable dans la rubrique patrimoines naturels et paysagers sur le site suivant :

<http://www.rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/les-7-familles-de-paysages-en-a388.html>

Le guide « Procédure de périmètre de protection modifié en phase avec le plan local d'urbanisme ou la carte communale », version 2015.

8 DOCUMENTS ANNEXES

Risques industriels : rapport DREAL de 2009 ; tableau DDPP ICPE

Association départementale Isère Drac Romanche : courrier

Zones Humides : courrier du 1^{er} septembre 2014

Prise en compte de l'assainissement dans les documents d'urbanisme : courrier du 2 avril 2012

Agriculture : tableau ICPE élevage

SDIS : courrier

Rectorat : courrier

RTE : courrier et fiche

SNCF : courrier et fiche